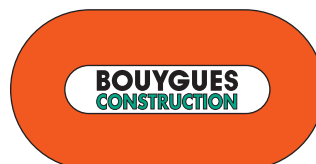


50 000
COLLABORATEURS
12,0 MDSE DE CA
52% D'ACTIVITE
A L'INTERNATIONAL
19,3 MDSE
EN CARNET
DE COMMANDES
2,9% DE MARGE
OPERATIONNELLE
COURANTE
276 M€
DE RESULTAT NET
PART DU GROUPE
3,3 MDSE
DE TRESORERIE NETTE

Rapport Financier **2015**



Shaping a **Better Life**

Shaping a **Better Life**

4 Rapport de gestion

18 Comptes consolidés

24 Annexe aux comptes consolidés

- | | |
|---|--|
| 24 _ Faits significatifs de l'exercice | 52 _ Résultat net et résultat dilué par action |
| 24 _ Principes et méthodes comptables du Groupe | 53 _ Information sectorielle |
| 31 _ Actif non courant | 56 _ Instruments financiers |
| 38 _ Actif courant | 57 _ Engagements hors bilan au 31 décembre 2015 |
| 41 _ Capitaux propres | 58 _ Engagements hors bilan au 31 décembre 2014 |
| 42 _ Provisions non courantes et courantes | 59 _ Engagements envers le personnel |
| 43 _ Actifs et passifs d'impôts non courants | 61 _ Informations sur les parties liées |
| 45 _ Dettes financières non courantes et courantes | 62 _ Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie |
| 47 _ Variation de l'excédent financier net | 63 _ Actifs ou activités détenus en vue de la vente |
| 47 _ Autres passifs courants | 63 _ Honoraires des commissaires aux comptes |
| 48 _ Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité | 64 _ Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2015 |
| 49 _ Résultat opérationnel | |
| 50 _ Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers | |
| 51 _ Impôts sur le résultat | |

69 Rapport des commissaires aux comptes

70 Comptes individuels

Les chiffres clés

En 2015, Bouygues Construction maintient une performance durable malgré un contexte dégradé.



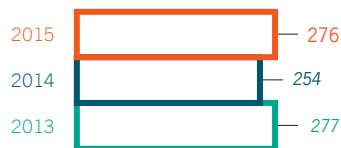
12,0 Mds€
Chiffre d'affaires (+ 2 %)
 dont 52 %
 à l'international



50 000
Collaborateurs



276 M€
Résultat net part
du Groupe (+ 9 %)



19,3 Mds€
Carnet de
commandes (+ 7 %)



2,9%
Marge opérationnelle
courante

Les faits marquants



Contrats majeurs signés

- › Connexion autoroutière NorthConnex (Australie)
- › Tunnels d'assainissement au Qatar
- › Centre de protonthérapie à Londres (Royaume-Uni)
- › Hôpital LimmiViva (Suisse)



Ouvrages livrés

- › Ministère de la Défense à Paris
- › Philharmonie de Paris
- › Ouvrages sportifs à Toronto (Canada)
- › Écoquartier Eikenøtt à Gland (Suisse)



Ouvrages en cours

- › Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier
- › Tunnel Tuen Mun-Chek Lap Kok à Hong Kong
- › Complexe immobilier Brickell City Centre à Miami
- › Pont Hong Kong - Zhuhai - Macao
- › Palais de Justice de Paris



Construction durable

48 % du budget de recherche et développement

Rapport de gestion

Bouygues Construction est un acteur global de la construction et des services. Ses savoir-faire et son expertise en font un leader de la construction durable. Présents dans près de quatre-vingt pays, Bouygues Construction et ses 50 000 collaborateurs s'engagent sur le long terme au service de leurs clients et contribuent ainsi à bâtir une vie meilleure.

Stratégie de développement et opportunités

L'écoute permet à Bouygues Construction de développer une relation de confiance avec ses clients et de les accompagner dans leurs projets, dans une démarche de construction durable.

La stratégie de Bouygues Construction s'articule autour de plusieurs axes :

- **être un acteur global** pour intervenir sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la construction depuis le financement, en passant par la conception-réalisation, jusqu'à l'exploitation et la maintenance ;
- **intégrer la construction durable** tout au long du cycle de vie d'un ouvrage, en prenant en compte l'ensemble des enjeux techniques, environnementaux et sociétaux ;
- **proposer des offres « différenciantes »** à forte valeur ajoutée en misant sur l'innovation sous toutes ses formes. La maquette numérique, par exemple, offre au client une approche tridimensionnelle de son futur projet, proposant ainsi une aide efficace à la décision ;
- **consolider ses positions en France** qui reste son premier marché et développer son internationalisation en renforçant les synergies entre ses différents métiers sur des marchés ciblés offrant des perspectives de développement ;
- **renforcer le développement immobilier** en s'appuyant sur son réseau dédié, Linkcity⁽¹⁾, pour proposer des solutions optimales de valorisation des patrimoines fonciers ;
- **nouer des partenariats stratégiques avec des entreprises** aux savoir-faire complémentaires afin d'élaborer des solutions complètes répondant à des enjeux de plus en plus complexes ;
- **développer des offres dédiées aux clients industriels** pour mieux adresser leurs besoins en termes d'efficacité énergétique et d'engagement de performance ;
- **promouvoir la transversalité à tous les niveaux de l'entreprise** en renforçant tout d'abord les synergies entre les entités de Bouygues Construction par la mise en commun de ressources et de savoir-faire.

La transversalité passe également par des partenariats avec les fournisseurs et sous-traitants, allant même jusqu'à la prise de participation dans des start-up innovantes via le fonds d'investissement Construction Venture lancé en 2015.

Enfin, Bouygues Construction mise sur les collaborations entre les métiers du groupe Bouygues pour proposer des offres à haute valeur ajoutée. Son partenariat avec Bouygues Immobilier en matière d'écoquartiers en est une parfaite illustration.

Pour accompagner cette stratégie, Bouygues Construction s'appuie sur :

- **l'engagement en faveur de l'éthique** dans les comportements managériaux et commerciaux. Objectif : garantir à tous ses clients un haut niveau de responsabilité éthique. En 2016, près de 30 000 collaborateurs seront à nouveau sensibilisés aux enjeux de l'éthique dans ses pratiques commerciales à travers un module de formation en ligne baptisé FairDeal ;
- **l'engagement pour la santé et la sécurité des collaborateurs** avec un seul standard partout dans le monde : l'objectif « zéro accident ». Cette volonté s'exprime à travers plusieurs démarches : formation des équipes, amélioration continue des méthodes de construction, campagnes de communication, lutte contre les addictions, prévention des accidents de la route, contrôles renforcés sur les sites, etc.

Forces et atouts

Bouygues Construction peut, dans l'ensemble de ses métiers, compter sur de solides atouts :

- **une différenciation par l'innovation à tous les niveaux de l'entreprise :**
 - innovation technique, notamment avec la maquette numérique BIM (*Building Information Modeling*) pour industrialiser les processus et modes opératoires, tout en favorisant le partage d'information pour renforcer l'efficacité sur les chantiers ;
 - innovation commerciale pour proposer des offres « différenciantes » ;
 - innovation managériale avec l'amélioration continue de l'organisation du travail et le travail collaboratif pour gagner en agilité et en performance ;
- **une forte présence internationale :** présent sur les cinq continents, Bouygues Construction intervient de façon pérenne grâce à ses filiales locales bien implantées, mais aussi sur des projets à forte expertise technique. Ces deux approches complémentaires lui donnent la flexibilité nécessaire pour mobiliser rapidement ses ressources sur les marchés à fort potentiel. Bouygues Construction réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'international ;
- **une longue expérience en gestion de projets complexes :** des équipes motivées au savoir-faire à forte technicité permettent à Bouygues Construction de répondre parfaitement aux besoins de ses clients publics et privés ;
- **une capacité d'adaptation aux évolutions des marchés :** le niveau du carnet de commandes offre une bonne visibilité

(1) Nouvelle marque des filiales de développement immobilier de Bouygues Construction depuis le 1^{er} janvier 2016.

à moyen terme et permet d'adapter les coûts, tout en concentrant les investissements sur les marchés les plus dynamiques ;

- **une maîtrise des risques opérationnels et financiers** : l'application stricte des procédures à tous les niveaux de son organisation garantit à Bouygues Construction une sélection pertinente et la bonne exécution des projets ;
- **de solides performances financières** : ces dix dernières années illustrent la capacité de Bouygues Construction à générer des revenus croissants dans de bonnes conditions de rentabilité en s'appuyant sur une structure financière saine et solide.

Perspectives 2016

Malgré un environnement économique toujours difficile en France, Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité, renforcée notamment par :

- **une activité** acquise au 31 décembre 2015 pour l'exercice 2016 de **9,0 milliards d'euros** ;
- **une activité internationale soutenue**, notamment dans des pays moins touchés par la crise économique (Hong Kong, Singapour, Canada, Suisse, Royaume-Uni, Australie, etc.) et bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- **un carnet à long terme** (au-delà de cinq ans) de **2,9 milliards d'euros** au 31 décembre 2015 ;
- **une structure financière saine**, forte d'une trésorerie nette de 3,3 milliards d'euros ;
- **son avance dans le domaine de la construction durable** à laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée.

En 2016, la maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes, la réponse aux attentes des clients et les synergies entre les entités resteront au cœur des priorités de Bouygues Construction tout en préservant la santé et la sécurité des collaborateurs et partenaires des projets. Bouygues Construction mettra en œuvre des actions pour promouvoir l'éthique dans toutes ses filiales.

Positionnement concurrentiel

L'organisation des groupes concurrents rend difficiles les comparaisons au niveau du périmètre de Bouygues Construction.

- **Europe** : le pôle Activités de construction du groupe Bouygues (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) est le troisième constructeur européen derrière l'espagnol ACS (dont le leader allemand Hochtief est une filiale depuis 2011) et le pôle Contracting et Immobilier de Vinci, et devant Skanska (Suède) et Eiffage (France), selon le classement 2014 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2015.
- **Monde** : d'après le classement 2014 de l'étude ENR paru en août 2015, le pôle Activités de construction du groupe

Bouygues, représenté par ses trois filiales, se place septième constructeur international (classement établi sur la base de la part de chiffre d'affaires réalisée à l'international).

- **France** : pour ses activités de Bâtiment et de Travaux Publics, Bouygues Construction (hors Bouygues Energies & Services) est l'une des trois *majors* devant Eiffage Construction et derrière Vinci Construction (classement 2014 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2015), sur un marché d'environ 200 milliards d'euros (estimation Euroconstruct - décembre 2015). Il existe également de nombreuses moyennes et petites entreprises. Pour les activités d'énergies et de services, Bouygues Energies & Services se place en sixième position après Cofely (groupe Gdf-Suez), Vinci Energies, Spie, Dalkia et Eiffage Énergie (classement 2014 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2015).

Activité commerciale soutenue et structure financière solide

Une prise de commandes élevée à 11 971 millions d'euros

En 2015, la prise de commandes atteint le niveau élevé de 11 971 millions d'euros. Elle inclut dix-sept contrats d'un montant supérieur à 100 millions d'euros (dont treize à l'international).

En **France**, la prise de commandes s'établit à 4 929 millions d'euros. Elle comprend notamment la deuxième tranche de l'immeuble de bureaux Balard Corne Ouest, les tranches 3 et 5 du tramway de Nice, l'immeuble de bureaux Sky 56 à Lyon, le nouvel hippodrome de Longchamp, un bâtiment d'enseignement sur le campus de CentraleSupélec à Paris-Saclay, la rénovation et l'extension de l'usine de prétraitement des eaux usées de Clichy, la réhabilitation de bureaux boulevard de Grenelle à Paris et la construction d'ensembles immobiliers dans le quartier des Batignolles à Paris.

Par rapport à 2014, la prise de commandes est en baisse de 9 %, en raison d'un marché difficile en France. Cette évolution s'explique également par une prise de commandes en 2014 incluant d'importants projets comme le programme immobilier du stade Vélodrome de Marseille, l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry et deux bâtiments des Hôpitaux universitaires de Strasbourg. Toutefois, la prise de commandes du bâtiment francilien offre de bonnes perspectives en ce qui concerne les ventes de logements résidentiels neufs et les projets du Grand Paris.

À **l'international**, la prise de commandes s'élève à 7 042 millions d'euros. Elle comprend notamment le grand projet de connexion autoroutière NorthConnex en Australie, deux tunnels d'assainissement au Qatar, ainsi que plusieurs ouvrages destinés à répondre aux besoins publics et industriels en énergies renouvelables (ferme solaire aux Philippines, usines de gazéification

biomasse au Royaume-Uni). En Suisse, l'activité commerciale reste soutenue en logement comme le démontre la prise en commande du complexe immobilier L'Atelier à Genève ou de plusieurs tranches de l'écoquartier Greencity, labellisé « Site 2 000 Watts »⁽²⁾, à Zurich. Au Royaume-Uni, la demande d'ouvrages fonctionnels reste importante avec des projets tels que la construction à Londres d'un nouveau centre de traitement et de chirurgie du cancer à la pointe de la technologie, confié par le University College London Hospitals (UCLH) NHS Foundation Trust, et le centre d'examen de l'université de Cambridge.

Au total, les bâtiments sous labellisation ou certification environnementale représentent 72 % de la prise de commandes (66 % en 2014).

Un carnet de commandes en hausse offrant une visibilité à long terme (19,3 milliards d'euros)

Fin 2015, le carnet de commandes s'établit au niveau élevé de 19,3 milliards d'euros (+ 7 % par rapport à fin décembre 2014), dont 58 % à exécuter à l'international. La zone Europe (hors France) et la zone Asie-Pacifique sont les deux zones d'activités les plus importantes à l'international. L'activité acquise fin 2015 pour 2016 s'établit à 9,0 milliards d'euros et l'activité à réaliser au-delà de 2016 à 10,3 milliards d'euros, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

Un chiffre d'affaires en croissance : 11 975 millions d'euros (+ 2 %)

En 2015, le chiffre d'affaires progresse de 2 % à 11 975 millions d'euros répartis entre Bâtiment et Travaux Publics (82 %) d'une part, et Énergies et Services (18 %) d'autre part.

Le chiffre d'affaires en France est en baisse de 5 % à 5 689 millions d'euros, reflétant le ralentissement du marché français de la construction, et représente 48 % du chiffre d'affaires total. À l'international, le chiffre d'affaires est en forte hausse de 9 % à 6 286 millions d'euros, grâce au dynamisme des activités de Bouygues Construction et à des effets de change et de périmètre favorables (acquisitions au Canada des sociétés Plan Group en août 2014 et Gastier en juillet 2015).

À périmètre et change constants, le chiffre d'affaires total est en baisse de 6 %.

Des performances opérationnelles solides

Le résultat opérationnel courant s'élève à 349 millions d'euros, en hausse de 14 millions d'euros par rapport au niveau de 2014. La marge opérationnelle courante s'élève à 2,9 %.

Le résultat financier est de 26 millions d'euros, en baisse de 10 millions d'euros par rapport à 2014. La marge nette ressort

à 2,3 % (en hausse de 0,1 point par rapport à 2014), soit un résultat net part du Groupe de 276 millions d'euros.

Une trésorerie nette à un niveau toujours très élevé : 3 272 millions d'euros

En dépit de conditions toujours difficiles en France, la structure financière de Bouygues Construction s'améliore avec une trésorerie de 3,3 milliards d'euros fin 2015.

Évolution des marchés et de l'activité de Bouygues Construction

Les besoins en construction restent très importants dans le monde, en particulier dans les domaines de la réhabilitation urbaine et de la rénovation énergétique, du logement, des transports, des équipements urbains, des infrastructures d'énergie et des ouvrages fonctionnels.

Dans les pays industrialisés, Bouygues Construction, grâce à son expertise sur l'ensemble de la chaîne de valeur, propose à ses clients des solutions toujours plus compétitives pour le montage de grandes affaires complexes. Dans les pays émergents où les marchés sont plus dynamiques (taux de croissance élevé, fonds souverains, etc.), Bouygues Construction peut mobiliser rapidement ses ressources sur ces marchés à fort potentiel.

Un leadership dans la construction durable

L'intégration de la dimension environnementale dans la conception, la construction et l'exploitation-maintenance des ouvrages ainsi que l'exploitation des énergies nouvelles renouvelables et la rénovation énergétique sont des enjeux majeurs au niveau mondial.

Bouygues Construction conçoit et construit des bâtiments auto-alimentés en énergies 100 % renouvelables et des réseaux électriques intelligents (*smart grids*). L'entreprise accompagne les industriels dans la production d'énergies renouvelables. Elle propose à ses clients des infrastructures innovantes (écoquartiers connectés, usines biomasses, fermes solaires, etc.). Ainsi, Bouygues Construction a été précurseur en réalisant les toutes premières rénovations d'immeubles tertiaires contemporains sous certification HQE® (Haute Qualité Environnementale), de tours de bureaux (la tour First à La Défense) et d'immeubles haussmanniens (label énergétique BBC), et de bâtiments sous certification BEAM Plus, BREEAM et LEED⁽³⁾.

Bouygues Construction offre également des solutions permettant de diminuer la consommation des bâtiments tout en améliorant la vie de ses occupants grâce à sa démarche Réavenir. Réavenir repose sur trois engagements : respecter l'environnement et les résidents, engager le dialogue pour une réhabilitation active et participative, garantir la performance.

(2) Aujourd'hui la Suisse consomme 6 500 watts par habitants (56 940 kWh par personne et par an). Elle doit réduire cette consommation à 2 000 watts d'ici à 2100 (17 520 kWh par personne et par an), soit trois fois moins qu'aujourd'hui.

(3) BEAM Plus : *Building Environmental Assessment Method* (certification hongkongaise) – BREEAM : *Building Research Establishment Environmental Assessment Method* (certification anglaise) – LEED : *Leadership in Energy and Environmental Design* (certification américaine).

Le développement rapide des outils numériques est une autre évolution majeure ayant un impact sur les métiers de la construction. Depuis la fin 2014, Bouygues Construction accompagne cette transformation numérique en déployant le BIM (*Building Information Modeling*) dans toutes ses entités. Cette technologie permettra à l'entreprise de renforcer sa compétitivité et de mieux gérer la complexité grandissante des projets.

Indissociables de l'activité de Bouygues Construction, l'éthique et la santé-sécurité (notamment, le « zéro accident » sur les chantiers) ont donné lieu à des actions de sensibilisation et de formation dans ses différentes filiales.

Activité Bâtiment et Travaux Publics

En 2015, le chiffre d'affaires pour le bâtiment et les travaux publics atteint 9 857 millions d'euros, en baisse de 2 % par rapport à 2014 (10 049 millions d'euros en 2014). L'activité s'établit à 4 613 millions d'euros en France et à 5 244 millions d'euros à l'international (près de 80 pays).

France

Le contexte économique général demeure difficile en France : les investissements publics et privés restent affectés par le budget fragilisé de l'État et l'attentisme des investisseurs privés et industriels. Les secteurs du bâtiment non résidentiel et des travaux publics sont particulièrement touchés par la baisse des investissements publics. Cependant, les démarches politiques pour relancer le marché du logement fin 2014 ont des effets positifs et laissent présager une reprise du secteur du logement neuf courant 2016 (prévision Euroconstruct de décembre 2015).

En Île-de-France, le marché de la construction est soutenu par le besoin important de logements, par l'attractivité de la capitale et par la rénovation, conformément aux exigences du Grenelle de l'Environnement. Le potentiel de grands projets d'infrastructures reste important, notamment dans le cadre du Grand Paris.

Hors Île-de-France, le marché du bâtiment reste tendu, avec des affaires dont la taille se réduit. La conclusion des grands projets reste très longue et très complexe.

Chiffre d'affaires 2015 : 4 613 millions d'euros (- 6 %)

En Île-de-France, Bouygues Construction a réalisé de grands projets d'ouvrages fonctionnels tels que la Philharmonie de Paris, la rénovation de l'AccorHotels Arena (anciennement Palais Omnisports de Paris-Bercy) et, dans le cadre de partenariats public-privé, le ministère de la Défense à Paris. Par ailleurs, l'entreprise poursuit la construction du Palais de Justice de Paris et de la Cité musicale à Boulogne-Billancourt.

Plusieurs projets ont été livrés dans le secteur de l'immobilier d'entreprise dont les bureaux Eole du campus Evergreen qui accueille le nouveau siège social du Crédit Agricole à Montrouge, le Campus Sanofi Val de Bièvre conçu par Bouygues Immobilier à Gentilly, et la rénovation de la tour Athena dans le quartier

d'affaires de la Défense à Paris. L'activité commerciale de ce secteur est particulièrement marquée par plusieurs chantiers de réhabilitation de bureaux à Paris, situés rue des Archives, rue Malakoff et boulevard de Grenelle.

L'activité de construction et de réhabilitation de logements sociaux ou privés reste globalement soutenue. Bouygues Construction a achevé notamment à Paris la transformation de l'ancien hôpital Laennec en bureaux et logements, ainsi que l'immeuble Nouvelle Vague (logements sociaux et haut de gamme). L'entreprise a débuté, par ailleurs, la construction de plusieurs lots de l'ensemble immobilier des Batignolles à Paris. Ce dernier comprendra à la fois des bureaux, des logements sociaux et privés et des commerces.

Bouygues Construction valorise une nouvelle fois son expertise dans les projets complexes avec la prise en commande de la rénovation de l'hippodrome de Longchamp pour le compte de France Galop. Conçu par l'architecte Dominique Perrault, ce projet comprend notamment la déconstruction des anciennes tribunes et la reconstruction d'une nouvelle tribune de 160 mètres de long.

Hors marché francilien, les quatre filiales régionales de bâtiment de Bouygues Construction sont particulièrement actives sur le marché des secteurs publics de l'éducation et de la culture avec notamment la rénovation du campus universitaire de Bordeaux, l'extension et la réhabilitation du musée des beaux-arts à Nantes et la livraison en 2015 d'un ensemble de cinq collèges dans le Loiret dans le cadre de partenariats public-privé.

Dans le secteur de la santé, Bouygues Construction poursuit la construction du centre hospitalier de Belfort-Montbéliard et de deux bâtiments des Hôpitaux universitaires de Strasbourg. Il débute la réalisation du nouvel hôpital de Saint-Laurent du Maroni en Guyane. En 2015, il a livré le nouvel hôpital d'Orléans et le CHU de cancérologie de Nîmes.

Dans le secteur privé, l'entreprise a notamment pris en commande l'immeuble de bureaux Sky 56 et livré la tour Incity dans le quartier d'affaires de Lyon Part-Dieu.

La construction d'ouvrages majeurs tels que le programme immobilier du stade Vélodrome de Marseille et l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry se poursuit.

Sur le marché des travaux publics, les agences régionales de Bouygues Construction spécialisées dans le petit génie civil et le terrassement sont réparties sur l'ensemble du territoire. Une filiale dédiée aux grands projets réalise de grands ouvrages complexes, tels que les travaux de génie civil en cours de la centrale nucléaire EPR de Flamanville, du viaduc de la Nouvelle Route du Littoral à La Réunion, du contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier, de la rocade L2 de Marseille et du lot 2 du tunnel de prolongement de la ligne 14 du métro parisien. De nouvelles prises de commandes publiques ont marqué l'année avec notamment les tranches 3 et 5 du tramway de Nice, ainsi que la rénovation et l'extension de l'usine de prétraitement des eaux usées de Clichy.

Europe

En Europe, le marché de la construction connaît des signes de reprise depuis 2014, notamment en Suède, en Irlande, au Royaume-Uni et dans certains pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne, République tchèque).

En Europe de l'Ouest, les filiales de Bouygues Construction sont particulièrement actives sur les marchés britannique (environ 200 milliards d'euros) et suisse (environ 55 milliards d'euros). Au Royaume-Uni, le marché de la construction profite du retour à la croissance du pays. Les autorités locales concentrent leur financement sur l'efficacité énergétique de leur offre de logement. En Suisse, malgré un secteur de la construction en léger ralentissement, la stabilité de l'économie et de l'emploi, ainsi que les conditions de financement favorables, permettent de saisir de bonnes opportunités.

Adopté le 24 juin 2015, le nouveau plan d'investissement européen, dit plan Juncker, pourrait avoir un impact positif sur le marché de la construction avec notamment le financement de secteurs tels que les réseaux de transport et la transition et l'efficacité énergétiques.

Chiffre d'affaires 2015 : 2 220 millions d'euros (+ 5 %)

Au Royaume-Uni, l'activité de Bouygues Construction est soutenue notamment par la réhabilitation de quartiers : elle poursuit à Londres celle du quartier de Canning Town et a pris en commandes la rénovation du centre-ville d'Addlestone (Surrey) et du quartier de Gascoigne à Londres. Le projet de la tour Manhattan Loft Gardens, pris en commande cette année, jouera aussi un rôle clé dans le renouvellement et la dynamisation du quartier de Stratford dans l'est de Londres. L'entreprise a, par ailleurs, livré la phase 2 des travaux du campus de l'université de Hertfordshire.

En Suisse, la demande reste forte, en particulier sur le marché du logement. Bouygues Construction y valorise son expertise dans le montage de projets complexes en développement immobilier et exigeants sur le plan environnemental : l'entreprise finalise les travaux de l'écoquartier Erlenmatt à Bâle et poursuit ceux d'Im Lenz à Lenzburg. Elle a, par ailleurs, pris en commandes le complexe immobilier L'Atelier à Genève, l'ensemble de logements Faubourg 1227 à Carouge et plusieurs tranches de l'écoquartier Greencity à Zurich. Bouygues Construction possède également un savoir-faire reconnu dans les opérations à forte mixité fonctionnelle (bureaux, commerces, logements, loisirs) comme l'illustrent notamment les ensembles immobiliers Puls et Rex livrés en 2015 à Thoun. Par ailleurs, Bouygues Construction a également livré les bureaux de La Poste à Berne.

En Europe centrale, Bouygues Construction est bien implanté à travers plusieurs entreprises locales (Pologne, République tchèque) qui poursuivent leur développement dans les activités de bâtiment.

L'entreprise intervient plus ponctuellement en Europe sur de grands projets d'infrastructures. Les travaux de construction sont

en cours sur la nouvelle enceinte de confinement du réacteur accidenté de Tchernobyl en Ukraine, en partenariat avec Vinci, ou sur l'aéroport de Zagreb en Croatie.

Asie-Pacifique

En dépit des turbulences sur les places boursières asiatiques, les marchés de construction sont particulièrement dynamiques avec des taux de croissance toujours élevés. À Hong Kong, Bouygues Construction capitalise sur son implantation locale depuis soixante ans. Toutefois, la concurrence locale et étrangère se renforce. La Thaïlande et Singapour affichent également un dynamisme économique qui bénéficie à tous les secteurs, et notamment à celui de la construction. L'économie australienne, longtemps portée par la rente minière, a su se développer autour de nouveaux secteurs d'activité (agro-alimentaire, tourisme, etc.). Par ailleurs, certaines zones émergentes ont des profils attractifs mais présentent un facteur de risque élevé.

Chiffre d'affaires 2015 : 1 817 millions d'euros (+ 7 %)

En Asie-Pacifique, Bouygues Construction bénéficie d'implantations locales fortes, notamment à Hong Kong et à Singapour. À Hong Kong, l'activité de travaux publics est très soutenue. Plusieurs grands ouvrages sont en cours de construction, notamment un tronçon du pont géant Hong Kong-Zhuhai-Macao, le tunnel routier sous-marin Tuen Mun-Chek Lap Kok, deux tunnels destinés à équiper l'extension de six kilomètres de la ligne de métro Shatin to Central Link, ainsi que deux tunnels de 4,8 kilomètres pour la route à 2x2 voies reliant le nord-est de Hong Kong au poste frontalier de Liantang avec la Chine continentale. L'entreprise a livré les tunnels ferroviaires XLR 820 et 821, tronçons de la nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse reliant Hong Kong à Canton.

Bouygues Construction est un acteur reconnu en Asie dans le bâtiment et, en particulier, dans les édifices de grande hauteur. À Hong Kong, l'entreprise a livré au département des services architecturaux de l'autorité hongkongaise la tour Trade & Industry dans le quartier de Kai Tak. À Singapour, elle poursuit la construction des tours de condominiums de Bishan et de Buangkok. À Bangkok, l'entreprise construit trois tours résidentielles dans un quartier commercial très prisé, la tour MahaNakhon et le complexe de la nouvelle ambassade d'Australie. À Macao, Bouygues Construction poursuit la construction d'un hôtel de luxe 6 étoiles de trente-neuf étages au cœur du complexe de divertissement City of Dreams.

Au Myanmar, Bouygues Construction poursuit son implantation dans le pays : la construction de la deuxième phase du complexe résidentiel Star City à Rangoun. En Australie, l'activité commerciale a été marquée par la prise en commande du projet autoroutier NorthConnex à Sydney. Par ailleurs, l'entreprise a livré les voies ferroviaires North Strathfield dans la même ville.

Afrique – Maghreb – Moyen-Orient

La croissance économique de l'Afrique du Nord reste fragile compte tenu de tensions sociales et géopolitiques, de la

diminution des revenus touristiques qui en résulte et d'une situation économique qui reste difficile dans la zone Euro dont la région est dépendante commercialement. Portée entre autres par l'arrivée massive des capitaux étrangers, l'Afrique sub-saharienne devrait continuer à connaître une croissance économique. Les pays du Moyen-Orient exportateurs d'hydrocarbures investissent dans de grands projets d'infrastructures. Cependant, la chute des cours du pétrole commence à réduire le volume des investissements.

Globalement, les besoins en infrastructures de transport et l'exploitation des ressources naturelles font de ces régions des marchés à potentiel pour les acteurs de la construction.

Chiffre d'affaires 2015 : 773 millions d'euros (- 15 %)

En Afrique, les entreprises de bâtiment et de génie civil de Bouygues Construction collaborent pour réaliser de grands projets d'infrastructures. En Égypte, après avoir participé à la réalisation des lignes de métro 1 et 2 du Caire, l'entreprise a pris en commande en 2015 une nouvelle phase de la ligne 3. À Abidjan, en Côte d'Ivoire, elle exploite actuellement le pont Riviera Marcory qui est l'une de ses toutes premières concessions en Afrique de l'Ouest. Bouygues Construction réalise également l'extension du Ridge Hospital au Ghana. Au Nigéria, elle a pris en commande la construction du siège social de Nigeria LNG, société spécialisée dans l'exploitation de gaz naturel, et poursuit la construction du centre commercial Jabi Lake.

L'expertise de l'entreprise en terrassement de mines à ciel ouvert s'illustre notamment dans l'exploitation des mines d'or de Kibali en République Démocratique du Congo, de Tongon en Côte d'Ivoire et de Goukoto au Mali.

Bouygues Construction intervient dans plusieurs pays africains en réponse à de forts besoins en infrastructures routières. Au Cameroun, Bouygues Construction finalise la route Ngaoundéré-Garoua. Au Burkina Faso, l'entreprise réalise les travaux de renforcement d'une partie de la route nationale 1, reliant Ouagadougou à l'ouest du pays. En Guinée équatoriale, l'entreprise poursuit la construction et l'aménagement du front de mer à Bata. Au Tchad, elle poursuit les travaux de la route Sarh-Kyabé, située au sud-est du pays. Au Gabon, l'entreprise réhabilite la nationale reliant les villes de Ndjolé et de Médoumane.

Au Moyen-Orient, Bouygues Construction a pris en commande la réalisation de deux tunnels d'assainissement au Qatar dans le cadre d'un projet stratégique de collecte, pompage et traitement des eaux usées du Sud de Doha. Par ailleurs, dans la même ville, elle poursuit la construction du Qatar Petroleum District, vaste ensemble immobilier comprenant neuf tours de bureaux.

Amériques-Caraïbes

La situation économique sur le continent américain varie très fortement d'un pays à l'autre. Les États-Unis connaissent globalement une croissance soutenue par la consommation des ménages. L'Amérique centrale et l'Amérique latine restent très dépendantes de la conjoncture externe. Le Canada subit

l'impact de la baisse des prix du pétrole. Les filiales de Bouygues Construction sont présentes sur la zone, en particulier aux États-Unis, au Canada et à Cuba, et se développent principalement grâce à de grands projets d'équipement, d'infrastructures et de complexes hôteliers.

Chiffre d'affaires 2015 : 434 millions d'euros (- 3 %)

La zone Amériques-Caraïbes connaît un fort développement. Bouygues Construction intervient de façon pérenne à Cuba où elle est reconnue comme un spécialiste de la construction clés en main de complexes hôteliers de luxe. L'entreprise y poursuit la construction d'ensembles d'hôtels haut de gamme sur la Laguna del Este de l'îlot Cayo Santa Maria, sur l'îlot Cayo Coco et à Varadero. Elle a pris en commandes cinq hôtels, dont trois hôtels 5 étoiles situés à La Havane, sur le Cayo Santa Maria et, pour la première fois, sur le Cayo Cruz. La fréquentation touristique de l'île a bondi, laissant entrevoir de belles perspectives pour le secteur hôtelier cubain.

Aux États-Unis, Bouygues Construction poursuit la réalisation du complexe immobilier Brickell City Centre (bureaux, commerces, logements, hôtellerie).

Au Canada, l'entreprise a livré en 2015 un ensemble d'ouvrages sportifs en Ontario pour les Jeux panaméricains de 2015. Elle poursuit les travaux de l'aéroport international d'Iqaluit dans le Grand Nord du pays.

L'entreprise est aussi présente en Amérique latine (notamment au Mexique, Brésil et Pérou) à travers ses filiales de bâtiment et de spécialités en génie civil.

Activité Énergies et Services

La contribution de Bouygues Energies & Services au chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction s'élève à 2 118 millions d'euros (1 677 millions d'euros en 2014, soit + 26 %). Bouygues Energies & Services se positionne sur trois grands métiers : les infrastructures de réseaux, le *facility management* et le génie électrique et thermique.

Les problématiques environnementales, l'accroissement démographique, l'urbanisation grandissante et la raréfaction des matières premières placent la performance énergétique des bâtiments au cœur des préoccupations. L'essor des besoins en télécommunications entraîne une augmentation de la demande en infrastructures de réseaux. Ces deux principales tendances du marché des énergies et des services offrent à Bouygues Construction des relais de croissance dans ses principaux pays d'implantation (France, Royaume-Uni, Suisse, Canada), mais aussi dans les pays émergents, notamment en Asie et en Afrique.

En France, de nombreuses grandes entreprises sont présentes sur ce marché et la concurrence est forte. À court terme, la conjoncture reste incertaine, en raison principalement des tensions budgétaires de l'État et des collectivités locales pour les activités de travaux publics de réseaux en particulier, et de la difficulté à mobiliser des financements privés (immobilier d'entreprise, partenariat public-privé).

France

Chiffre d'affaires 2015 : 1 076 millions d'euros (+ 1 %)

Bouygues Energies & Services, à travers sa filiale dédiée aux infrastructures de réseaux, accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de leur politique d'aménagement numérique du territoire. Elle assure une mission de service public de déploiement et de gestion des infrastructures numériques et intervient sur vingt-six départements (1 200 000 prises *Fibre-To-The-Home* en gestion, 6 500 communes desservies en haut débit, soit sept millions d'habitants desservis et 2 500 zones d'activités Très Haut Débit). La filiale poursuit notamment le déploiement et la gestion des réseaux Très Haut Débit des départements de l'Oise, d'Eure-et-Loir et du département du Vaucluse. Elle débute le déploiement du réseau de l'Aisne.

Bouygues Energies & Services poursuit les contrats d'éclairage public commencés en 2011, en particulier le grand contrat de performance énergétique de la Ville de Paris visant la diminution de 30 % de la consommation d'énergie de la ville d'ici 2020 par rapport au niveau de 2004. Elle poursuit le contrat sur vingt ans de l'éclairage public de Valenciennes, commencé en 2012, et a pris en commande un contrat portant sur la rénovation de l'éclairage public de Drancy en région parisienne.

En génie électrique et thermique, Bouygues Energies & Services poursuit la réalisation d'une centrale thermique sur la partie française de l'île de Saint-Martin, dans les Caraïbes, ainsi que des équipements mécaniques et électriques de la rocade L2 de Marseille. Elle a pris en commande les travaux de génie électrique et thermique du centre hospitalier de Saint-Laurent du Maroni en Guyane.

En collaboration avec les filiales de construction de Bouygues Construction, et dans le cadre de partenariats public-privé, la filiale de Bouygues Energies & Services spécialisée en *facility management* a notamment débuté la maintenance du ministère de la Défense à Paris, de plusieurs centres d'intervention et d'entretien (CEI) sur des infrastructures routières, de cinq collèges du Loiret et de l'université de Bourgogne. Elle assurera notamment l'exploitation du Palais de Justice de Paris et de l'université de Bordeaux.

International

Chiffre d'affaires 2015 : 1 042 millions d'euros (+ 71 %)

Bouygues Energies & Services poursuit le développement de ses trois grands métiers (le *facility management*, les réseaux d'énergies et numériques, et le génie électrique, climatique et mécanique) en particulier en Europe (Royaume-Uni et Suisse notamment), en Afrique (Gabon, Congo) et en Amérique du Nord (Canada).

À l'international, Bouygues Energies & Services est expert sur le marché des grands projets d'infrastructures clés en main de réseaux électriques. Aux Philippines, l'entreprise a débuté la réalisation d'une ferme solaire et elle poursuit, en Thaïlande, l'exploitation et la maintenance de trois centrales solaires

photovoltaïques. À Gibraltar, les travaux de construction d'une centrale thermique ont débuté. Au Royaume-Uni, elle a pris en commande la construction de deux usines de gazéification biomasse à Hoddesdon et à Belfast.

Elle poursuit par ailleurs en Europe plusieurs contrats de *facility management*, tels que ceux des bureaux du Crédit Suisse en Suisse et du King's College à Londres au Royaume-Uni.

En Afrique, Bouygues Energies & Services réalise en particulier des travaux relatifs au transport et à la distribution d'électricité, principalement en Côte d'Ivoire, au Congo et au Gabon.

Au Canada, Bouygues Energies & Services assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie royale. Elle se développe sur le marché du génie électrique grâce à sa filiale Plan Group qui a livré cette année notamment les lots électriques et la domotique de l'hôpital régional Humber River au nord de Toronto. Par ailleurs, en juillet 2015, Bouygues Energies & Services a pris une participation majoritaire dans la société canadienne Gastier, spécialiste du génie électrique et mécanique.

L'activité de *facility management*, en France comme à l'international, permet notamment de garantir à Bouygues Energies & Services des revenus récurrents sur le long terme.

Politique de gestion des risques

Contrôle interne

Évaluation du contrôle interne

En 2015, Bouygues Construction s'est à nouveau attaché à déployer l'auto-évaluation dans la profondeur de son organisation, notamment dans un certain nombre de directions de production ou d'agences.

La campagne a concerné plus de 500 personnes dans plus d'une centaine de structures, qui couvrent plus de 80 % du chiffre d'affaires de Bouygues Construction. En moyenne, chaque structure a évalué 70 principes du référentiel de gestion des risques et de contrôle interne.

Neuf thèmes communs (sept pour les principes généraux et deux pour les principes comptables et financiers) ont été retenus. En complément des enjeux liés à la conformité juridique ou à la sécurité des systèmes d'information, les entités se sont auto-évaluées sur les achats et sur la sous-traitance.

La campagne d'auto-évaluation se déroule au printemps, et les synthèses sont présentées à l'automne. L'exploitation des données permet d'établir un constat sur l'efficacité du contrôle interne au sein de Bouygues Construction, ainsi que de définir et de mettre en œuvre des plans d'action destinés à inscrire le dispositif dans une dynamique d'amélioration continue.

Chaque entité définit ses propres plans d'action. Au niveau de Bouygues Construction, les responsables des filières

fonctionnelles pilotent les plans d'action sur les thèmes communs :

- **Conformité juridique**
La sensibilisation aux programmes de Conformité groupe s'est poursuivie en 2015. Les principaux plans d'action correspondant sont exposés dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.
- **Systèmes d'information**
La campagne 2015 témoigne des avancées dans les domaines de la sécurité et de la réglementation. Le déploiement de la politique de sécurité des systèmes d'information se poursuit, notamment en matière de contrôles d'accès, de protection des données sensibles, de continuité informatique et de sensibilisation sur les comportements à risque.
- **Achats de fournitures et sous-traitance**
Les principales actions s'articulent autour de la lutte contre le travail illégal et de la prévention de la défaillance.
- **Comptabilité et trésorerie**
La campagne 2015 a permis de passer en revue le thème relatif à l'arrêté des comptes. Dans l'ensemble, les évaluations témoignent d'un bon niveau de maîtrise de ce processus. En matière de trésorerie, la vigilance reste de mise sur le risque de fraude aux moyens de paiement.

La campagne 2015 a permis de poursuivre la déclinaison du dispositif de contrôle interne dans des structures proches du terrain. La qualité de l'échange entre les intervenants, ainsi que la mise en commun des résultats sont autant d'atouts qui permettent de faire du contrôle interne un outil de formation, d'animation et de management.

Cartographie des risques

La cartographie des risques est intégrée au cycle de management de Bouygues Construction, dans le cadre du plan stratégique. Elle est également présentée au Comité des comptes et au Conseil d'administration.

Ce processus managérial permet, au niveau des entités et de Bouygues Construction, de partager une vision commune des grands risques afin d'en accroître la maîtrise dans une dynamique d'amélioration continue. Les synergies entre la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne sont également porteuses de valeur ajoutée pour les processus de contrôle de l'organisation. Le plan annuel de l'audit interne intègre ainsi plusieurs missions orientées vers les grands risques de la cartographie.

La campagne de cartographie des risques est conduite au printemps. Le travail réalisé par les entités est complété par celui des filières fonctionnelles afin d'établir la cartographie des risques du groupe Bouygues Construction.

Les principales fiches de risques, qui identifient les plans d'action, sont mises à jour à cette occasion.

Moyens et ressources mis en œuvre

Les modalités retenues par Bouygues Construction pour le déploiement du contrôle interne correspondent à son organisation décentralisée, et au choix de s'appuyer sur des filières fonctionnelles fortes et structurées. L'environnement de contrôle est adapté en conséquence :

Rôle de la holding Bouygues Construction

Le pilotage du dispositif est assuré par une ressource dédiée au sein de la direction des affaires juridiques, de l'audit et du contrôle interne. La holding assure l'animation de la démarche et coordonne les campagnes d'auto-évaluation. Elle fournit aux entités un appui méthodologique. Elle établit la synthèse métier et assure le suivi des plans d'action transverses. Elle élabore la cartographie des risques du métier.

Rôle des entités

Dans les entités, le contrôle interne est du ressort du Secrétariat général. Chaque entité élabore sa cartographie des risques et la présente dans le cadre du plan stratégique. Des animateurs du contrôle interne sont responsables du déroulement des campagnes d'auto-évaluation. Dans les unités opérationnelles, le relais du déploiement est assuré par les secrétaires généraux.

Rôle des filières fonctionnelles

En complément du travail des entités, l'implication des filières fonctionnelles assure le maillage du dispositif. Les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertise valident un certain nombre de principes, établissent une synthèse et suivent des plans d'action transverses. Les filières fonctionnelles élaborent également leur propre cartographie des risques. En 2015, le rôle des responsables filières a été renforcé dans les domaines du Secrétariat général, des ressources humaines, du juridique et de la communication.

Actions d'animation réalisées au cours de l'année

De nombreuses actions de formation et d'information rythment la campagne : réunions d'échange et de retour d'expérience, comités des directions fonctionnelles, information des Comités de direction. Le Comité de coordination des animateurs du contrôle interne des entités permet d'assurer un échange d'information transverse entre les entités de Bouygues Construction.

Dispositifs de contrôle interne en matière comptable et financière

Les entités disposent de moyens spécifiques, aussi bien pour la comptabilité que pour le contrôle financier. Selon les situations, les équipes comptables peuvent être centralisées ou décentralisées. Les contrôleurs financiers, présents à tous les niveaux de l'organisation, sont proches des responsables opérationnels. Les deux filières fonctionnent selon le principe du double rattachement.

La filière contrôle financier et la filière comptable sont placées sous l'autorité du Secrétariat général. Elles sont impliquées dans l'exploitation du système d'information comptable et financier du Groupe, ainsi que dans la réduction des délais de production de l'information comptable et financière publiée.

Risques opérationnels

Risques liés aux grands projets, en phase d'études ou de réalisation

Du fait de leur taille unitaire ou de leur nombre, les grands projets constituent des vecteurs de risques potentiels pour Bouygues Construction. Ils font fréquemment l'objet de montages complexes (partenariats public-privé, concessions, contrats à long terme), pour lesquels l'allocation des risques doit être adaptée aux capacités de l'entreprise. La prise de commandes de l'année 2015 intègre plusieurs grandes affaires de bâtiment et de travaux publics, notamment à l'international.

Les grands projets peuvent être à l'origine de différents types de risques :

- **En phase d'études** : erreur de conception, sous-dimensionnement des budgets, mauvaise appréciation de l'environnement local, défaut d'analyse contractuelle, etc.
- **En phase de réalisation** : défaillance de contreparties (clients, partenaires ou sous-traitants), difficulté à mobiliser les ressources suffisantes en nombre ou en compétences, défauts d'exécution ayant des répercussions sur les coûts, la qualité des travaux ou le délai de réalisation, etc.

Pour mieux maîtriser ces deux grands risques, Bouygues Construction a mis en place une organisation tenant compte des spécificités de chacun de ses métiers et applique des procédures de sélection, d'engagement et de contrôle rigoureuses.

Chaque entité dispose de moyens importants et hautement qualifiés dans le domaine technique (conception, études de prix, études d'exécution, méthodes, etc.). Des pôles de compétences regroupent également des collaborateurs disposant d'une grande expertise sur des sujets spécifiques (immeubles de grande hauteur, ingénierie matériaux, façade, construction durable, etc.). Leurs compétences sont mises à la disposition de l'ensemble des entités de Bouygues Construction, ce qui favorise le partage et la capitalisation de l'expérience.

Il en va de même pour les domaines fonctionnels, avec le renforcement de l'organisation en filières (juridique, ressources humaines, comptabilité, contrôle de gestion, systèmes d'information, achats), dont l'animation est assurée par les responsables de Bouygues Construction. Des pôles d'expertise fonctionnels (trésorerie, ingénierie financière, fiscalité, assurances) fournissent également leurs services à toutes les entités du Groupe.

Les procédures d'engagement et de contrôle balisent les processus d'études et de réalisation. Dans le cas des grands projets, la sélection des affaires et les risques principaux sont suivis de façon systématique.

Le professionnalisme et le bon dimensionnement des équipes d'exécution, ainsi que l'expérience et l'implication active des managers permettent également d'assurer le suivi des principaux risques opérationnels.

En complément, afin d'améliorer la performance et le contrôle des processus études et travaux décrits dans les systèmes de management des unités opérationnelles :

- une attention particulière est accordée aux étapes préalables à la réalisation des grands projets, notamment lors des études, de la mise au point des contrats et de la préparation de chantier ;
- en phase études, une validation croisée est opérée entre conception interne et bureaux d'études sur les sujets techniques les plus risqués ;
- des audits réguliers des études de prix, destinés à fiabiliser l'approche des déboursés, des budgets sous-traitants et des coûts d'encadrement de chantier sont réalisés ;
- les fonctions supports, en particulier dans le domaine de la gestion contractuelle et des achats, sont impliquées systématiquement et mobilisées de manière anticipée ;
- une vigilance accrue est exercée sur le choix et le suivi des clients et des partenaires ;
- un pilotage resserré du processus de sous-traitance, avec un suivi spécifique des sous-traitants majeurs et des partenariats en amont sur certains lots à forts enjeux (corps d'états architecturaux, corps d'états techniques, etc.) est effectué ;
- un pilotage approprié des risques est mis en œuvre à l'aide de procédures et d'outils adaptés.

En 2015, l'accent a notamment été mis sur la sélection des projets, sur la santé-sécurité au travail et sur la prévention contre le travail illégal.

Risques Pays

Le niveau du risque terroriste dans le monde et les attaques récentes contre les intérêts ou ressortissants français ont conduit le Groupe à renforcer les mesures de sécurité destinées à assurer la protection des personnes au sein de l'ensemble de ses implantations.

Bouygues Construction réalise 48 % de son activité en France et 75 % dans les pays de l'OCDE.

Les risques liés à la présence du Groupe en dehors de ces zones d'activité sont soit de nature sécuritaire (terrorisme ou banditisme), ou politique, résultant d'actes ou de décisions prises par les autorités locales (embargos, saisies de matériel ou de comptes bancaires) ou sociale (grèves générales, émeutes civiles) ; soit de nature économique ou financière résultant d'une dépréciation monétaire ou d'une pénurie de devises ou encore d'un défaut de paiement.

Le contexte sécuritaire des pays d'implantation fait l'objet d'une revue régulière dans le cadre du Comité de sureté Bouygues Construction. Une vigilance particulière est exercée dans les pays pour lesquels le Ministère des Affaires Étrangères français a émis des recommandations de vigilance

à l'égard de la menace terroriste, notamment en zone sahélienne. Des mesures de restriction des déplacements sont notamment appliquées en fonction des alertes reçues. L'entreprise rappelle régulièrement les règles de vigilance aux collaborateurs concernés.

Bouygues Construction met régulièrement à jour les plans de continuité d'entreprise dans ses différents pays d'implantation. Ces plans mettent l'accent sur la sécurité des personnes, en particulier en veillant au strict respect des consignes données par les ambassades françaises dans les pays concernés et en mettant en place, en coordination avec elles, des plans d'évacuation comprenant différents niveaux d'alerte. La Société privilégie en outre une organisation flexible et réactive permettant, en cas de circonstances exceptionnelles, un repliement de ses moyens, dans des conditions le moins dommageable possible, des pays où de tels risques se réaliseraient.

Bouygues Construction s'efforce également de circonscrire les risques économiques et financiers liés à ses activités à l'international. En matière de politique d'implantation, toute prospection commerciale dans de nouveaux pays est précédée d'enquêtes systématiques. L'activité commerciale peut être suspendue dans les zones où les risques pays sont particulièrement prégnants. Enfin, la prospection peut être interdite dans les pays les plus à risques, notamment s'ils connaissent des troubles civils ou militaires importants, ou s'ils sont sous embargo des Nations-Unies.

Des mesures préventives sont également utilisées sur les plans juridique, financier et assurantiel, en particulier en prévoyant systématiquement l'arrêt des chantiers en cas de non-paiement, en privilégiant les financements internationaux multilatéraux et en mettant en place des programmes d'assurance contre le risque politique chaque fois que ce type de couverture est disponible sur le marché dans des conditions économiques satisfaisantes.

Risque de stagnation économique

Les prévisions de croissance mondiale ont été revues à la baisse pour 2016, notamment du fait du ralentissement de la croissance chinoise et de la chute des prix des matières premières. Les perspectives de croissance restent modestes pour les économies avancées, alors que le ralentissement de la croissance des pays émergents se poursuit. Le marché des infrastructures, tiré par la croissance démographique et l'urbanisation, devrait cependant s'inscrire en croissance à moyen terme, avant tout dans la région Asie-Pacifique.

Après sept années de stagnation ou de repli, le marché européen de la construction a renoué avec la croissance en 2014. Cette croissance pourrait se confirmer à l'horizon 2016-2017. Elle devrait demeurer soutenue au Royaume-Uni, alors que le marché suisse devrait stagner. À moyen terme, les projets ciblés dans le cadre du fonds européen pour les investissements stratégiques (plan Juncker) contribueront à la modernisation des infrastructures publiques, dans des domaines tels que le haut débit, l'énergie ou les transports.

En France, malgré les mesures de soutien du gouvernement et les effets favorables du recul du pétrole et de l'euro, la croissance reste insuffisante pour permettre un reflux du chômage. Notamment, l'investissement dans le secteur de la construction demeure insuffisant.

Le marché du bâtiment a connu en 2015 sa huitième année consécutive de stagnation ou de repli. Après un recul de l'activité supérieur à 5 % en 2014, le secteur s'est à nouveau replié en 2015. L'année 2016 pourrait marquer une légère reprise du secteur du logement, à la faveur du prolongement des mesures gouvernementales en faveur du logement neuf (ex. : réforme du prêt à taux zéro) et de la rénovation énergétique.

Dans les travaux publics, la baisse de 5 % observée en 2014 s'est accélérée en 2015. La baisse des dotations de l'État tire vers le bas les commandes des collectivités locales, dont le secteur est largement tributaire. À l'horizon 2018, le secteur sera néanmoins soutenu par les chantiers d'infrastructures lancés dans le cadre du Grand Paris.

Dans ce contexte, Bouygues Construction a maintenu et même légèrement accru ses positions, notamment du fait d'un positionnement sur des affaires à valeur ajoutée de taille importante, ainsi que sur des pays ou des natures d'activité en croissance.

Malgré ce bon niveau d'activité, la tension sur les prix de marché se confirme, et les risques de contreparties s'inscrivent à la hausse, notamment en matière de défaillance des sous-traitants.

En complément d'un risque de stagnation économique sur l'horizon du plan à trois ans, Bouygues Construction pourrait également, de façon ponctuelle, se trouver confronté à des difficultés spécifiques liées au retard ou à l'abandon de certains projets, ainsi qu'à des difficultés de paiement des projets en cours d'exécution.

Le Groupe dispose néanmoins de nombreux atouts pour résister et s'adapter à l'environnement conjoncturel. Tout d'abord, du fait de la diversité de ses activités et de ses implantations géographiques, Bouygues Construction est moins sensible qu'un groupe exerçant une activité mono-produit ou dans une seule zone géographique.

Bouygues Construction bénéficie également d'un environnement des affaires favorable dans certains pays ou dans certains types d'activité. C'est le cas en Asie, dans les pays traditionnels d'implantation, et notamment à Hong Kong, où le Groupe exécute de nombreux grands projets de travaux publics. L'entreprise conduit également une stratégie de diversification géographique visant à se développer dans des pays porteurs (États-Unis, Canada, Australie).

La profondeur du carnet de commandes (16,5 mois d'activité à fin décembre 2015) fournit une bonne visibilité sur les perspectives d'activité à court terme. Le pilotage des prévisions permet d'anticiper les évolutions défavorables et de disposer d'une capacité de réaction satisfaisante pour pouvoir

réallouer les moyens de production sur des marchés ou des activités moins touchés.

Enfin, Bouygues Construction favorise la mobilité des équipes entre activités et zones géographiques et incite au développement de synergies entre les différentes entités du Groupe afin de disposer, en permanence, de la capacité d'anticipation nécessaire pour réagir et s'adapter à l'environnement économique.

Risque sur les matières premières

Bouygues Construction n'est pas soumis à un risque sur les matières premières.

Risques industriels et environnementaux

Bouygues Construction n'est pas soumis à un risque industriel ou environnemental significatif compte tenu que son activité (activité non soumise à la réglementation sur les installations classées, REACH, etc.).

Risque juridique

Risques de conformité

La démarche Éthique est portée par la filière juridique, en liaison avec l'audit et le contrôle interne, réunis au sein d'un même périmètre de management.

Dans un contexte d'augmentation des exigences en matière de Conformité, Bouygues Construction a renforcé sa politique Éthique afin de respecter rigoureusement les principes des programmes en vigueur dans le Groupe.

Un engagement Éthique et Conformité a été adressé à plus de 1 500 collaborateurs à l'été 2015, avec un taux de retour supérieur à 98 % à fin 2015. Une sensibilisation aux enjeux de l'Éthique est en cours de déploiement à grande échelle sous la forme d'un « *serious game* ». Des règles en matière de mécénat, sponsoring et marques d'hospitalité ont été publiées et des outils de suivi ont été mis en place.

L'ensemble de ces démarches est piloté par la direction juridique de Bouygues Construction, avec l'arrivée depuis septembre d'une responsable dédiée à la gestion administrative de ces thématiques.

Faits exceptionnels – litiges

RSA – Chantier de Gautrain

La mise en service de ce projet d'infrastructure ferroviaire destiné à relier le principal aéroport du pays aux villes de Johannesburg et Pretoria est intervenue dans sa totalité le 8 juin 2012.

Alors que cette liaison connaît un remarquable succès commercial avec des niveaux de fréquentation supérieurs aux attentes, plusieurs difficultés subsistent entre la Province du Gauteng et Bombela Ltd, société concessionnaire titulaire du contrat et dont Bouygues Travaux Publics détient 17 %. Ces difficultés sont essentiellement techniques et touchent à l'exécution

du contrat de travaux conclu entre Bombela Ltd, d'une part, et une *joint-venture* (la « joint-venture Travaux ») composée paritairement de Bouygues Travaux Publics et de Murray & Roberts, une importante entreprise du secteur de la construction en Afrique du Sud :

– Venues d'eau dans le tunnel

Les venues d'eau constatées dans le tunnel, bien que n'affectant pas son exploitation commerciale, ont engendré un différend sur l'interprétation des spécifications techniques relatives au débit d'eau. Le règlement de ce différend, conformément au contrat, a été soumis à l'arbitrage de l'AFSA (*Arbitration Foundation of South Africa*).

Le 23 novembre 2013, le tribunal arbitral a rendu une sentence qui retient l'interprétation la plus stricte de la spécification technique relative au débit d'eau.

La sentence impose également à la joint-venture Travaux de réparer le préjudice causé à la Province du Gauteng par cette non-conformité contractuelle et de réaliser des travaux afin de réduire les débits d'eau constatés.

La joint-venture Travaux poursuit les discussions techniques permettant de rendre le tunnel conforme à l'interprétation de la spécification technique faite par le tribunal arbitral. Afin de renforcer le caractère exécutoire à la sentence arbitrale, la Province a saisi la Haute Cour Sud-Africaine en juin 2015. La joint-venture Travaux relève néanmoins la difficulté d'exécuter cette sentence compte tenu de son manque de clarté. Une audience devant la Haute Cour est prévu de se tenir en juin 2016.

– Retard dans la mise à disposition des emprises foncières nécessaires aux travaux

La joint-venture Travaux considère que le déroulement des travaux a été gravement affecté par le retard constaté dans la mise à disposition des différentes emprises nécessaires à leur réalisation. Ce différend est également soumis à l'arbitrage de l'AFSA. Une première décision du Tribunal portant sur des points de droit est intervenue le 3 juillet 2015. Elle a confirmé l'interprétation de la joint-venture Travaux sur un certain nombre de points de droit, notamment les fondements juridiques retenus dans ce litige par la joint-venture Travaux.

Le bien-fondé des demandes sera jugé lors d'audiences qui devraient se tenir entre juillet et décembre 2017. L'indemnisation éventuellement due à la joint-venture Travaux ferait alors l'objet d'audiences ultérieures.

– Conditions de réalisation de la station de Sandton

Un différend, également soumis à un arbitrage AFSA, oppose également la Province du Gauteng et la joint-venture Travaux sur les conditions de réalisation du gros œuvre de la station de Sandton.

Par une première décision en date du 2 juillet 2012, le tribunal arbitral a retenu l'interprétation faite par les constructeurs

quant au fait que la variante technique de réalisation du gros œuvre n'était pas incluse dans le prix forfaitaire des travaux et que, par voie de conséquence, les coûts supplémentaires induits par cette variante étaient à prendre en charge par la Province. Cette décision renvoyait à une autre phase du contentieux pour la détermination du montant desdits coûts supplémentaires.

Par une décision du 2 mars 2016, le tribunal arbitral a chiffré ces coûts et a condamné le Province à payer la somme de ZAR 354 113 429 (hors taxes, valeur mars 2007), étant entendu que cette somme doit faire l'objet d'une actualisation dont la formule est précisée par le tribunal et qu'elle est à répartir entre les membres de la joint-venture Travaux.

France – EPR de Flamanville

En janvier 2014, le Tribunal de Grande Instance (ci-après le « TGI ») de Cherbourg a tenu une audience dans laquelle comparait Bouygues Travaux Publics aux côtés de deux sous-traitants du groupement en charge des travaux à la suite d'un accident du travail ayant entraîné le décès d'un collaborateur intérimaire sur le chantier.

Bouygues Travaux Publics et le sous-traitant ont été condamnés en première instance le 8 avril 2014 au paiement d'une amende de 75 000 euros et de dommages-intérêts pour un montant total de 311 000 euros. Bouygues Travaux Publics a relevé appel de cette décision et la Cour d'Appel l'a relaxée du chef d'homicide involontaire, l'a déclarée coupable du seul délit d'omission de remise d'un PPSPS conforme et l'a condamnée en conséquence au paiement d'une amende de 8 000 euros. Bouygues Travaux Publics n'a pas formé de pourvoi de cassation. La décision est donc devenue définitive et a été exécutée.

Bouygues Travaux Publics et Bouygues Bâtiment Grand-Ouest (ex Quille Construction) ont par ailleurs été déclarées coupables par le TGI de Cherbourg le 7 juillet 2015 pour diverses infractions à la législation du travail et les ont condamnées au paiement d'amendes, respectivement de 25 000 et 5 000 euros. Ces sociétés ont relevé appel de cette décision. L'audience devrait se tenir devant la Cour d'Appel de Caen en novembre 2016.

En outre, dans un litige opposant des salariés d'une entreprise de travail temporaire, qui estiment avoir subi un préjudice du fait d'avoir été employé dans des conditions constituant des infractions de travail dissimulé et de marchandage, Bouygues Travaux Publics a été mise en hors de cause par une décision du Conseil des Prud'hommes de Cherbourg en date du 12 février 2014. Cette décision a fait l'objet d'un appel par les salariés mais la Cour d'Appel a prononcé la radiation de tous les dossiers compte tenu du manque de diligence des appelants.

France – METP Île-de-France

À la suite de la décision du Conseil de la concurrence (devenu Autorité de la Concurrence) du 9 mai 2007, la Région Île-de-France a engagé courant 2008 un contentieux indemnitaire visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi du fait du comportement anticoncurrentiel des entreprises

du secteur à l'occasion de l'attribution des différents marchés de rénovation des lycées en Île-de-France.

Saisi en référé, le Tribunal de Grande Instance de Paris a rejeté la demande de la Région par une ordonnance du 15 janvier 2009, au motif notamment qu'il existait une contestation sérieuse sur le principe même de la créance indemnitaire.

Invitée à se pourvoir au fond, la Région a saisi à nouveau le Tribunal de Grande Instance de Paris en février 2010 d'une requête tendant à poursuivre la réparation d'un préjudice estimé par la région à 358 000 000 euros sur la base d'une responsabilité *in solidum* des co-auteurs du dommage, à savoir, les entreprises et les personnes physiques condamnées pour comportement anticoncurrentiel.

Les entreprises du secteur qui contestent l'évaluation et la réalité du préjudice allégué ont saisi à leur tour le Tribunal d'un incident de communication de pièces à l'occasion duquel elles réclament qu'il soit enjoint à la Région de communiquer un certain nombre de pièces permettant de retracer le plus précisément possible le processus décisionnel qui a conduit à l'attribution de chacun des marchés et permettant d'établir la preuve du préjudice allégué.

Par un jugement du 17 décembre 2013, le Tribunal de Grande Instance de Paris a déclaré la Région Île-de-France irrecevable en ses demandes. Cette dernière a interjeté appel le 22 janvier 2014 devant la Cour d'Appel de Paris. Néanmoins, suite à l'intervention du Préfet d'Île-de-France le Tribunal des Conflits, le 16 novembre 2015, a jugé que ce litige relevait des juridictions administratives.

France – EOLE

À la suite de la décision du 21 mars 2006 du Conseil de la Concurrence (devenu Autorité de la Concurrence) ayant sanctionné plusieurs sociétés au titre d'une entente générale de répartition et d'entente particulière relatives aux lots 34B et 37B du projet EOLE (Est-Ouest-Liaison Express), la SNCF a engagé le 21 mars 2011 un contentieux indemnitaire devant le tribunal administratif de Paris visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi du fait du comportement anticoncurrentiel des entreprises du secteur à l'occasion de l'attribution des différents lots relatifs à ce projet.

Le Groupe conteste la réalité du préjudice avancé par la SNCF et considère l'action potentiellement prescrite.

Assurances – couvertures des risques

Bouygues Construction s'emploie en permanence à optimiser et à pérenniser les contrats d'assurance souscrits pour son compte et celui de ses filiales, non seulement pour se protéger contre d'éventuels sinistres, exceptionnels par leur ampleur ou leur nombre, mais aussi pour que cette protection soit et reste à un niveau de coût qui préserve la compétitivité de la société.

Cette politique d'assurance sur le long terme nécessite un partenariat avec des assureurs de qualité, ayant une excellente

solidité financière. Pour le maintenir et pour éviter que certaines informations puissent être utilisées au préjudice des intérêts de Bouygues Construction, notamment dans le cadre de contentieux, Bouygues Construction veille à garder une grande confidentialité sur le montant des primes et sur les conditions de garantie, tout spécialement sur les contrats d'assurance de responsabilité.

Outre les contrats d'assurance légalement obligatoires, Bouygues Construction souscrit des assurances de responsabilité garantissant les dommages aux tiers dont pourraient être responsables les sociétés du Groupe Bouygues Construction. Les activités et les tailles de ces sociétés étant très diverses, les montants des garanties sont adaptés aux risques encourus ; ils sont généralement supérieurs à cinq millions d'euros par sinistre.

Par ailleurs, les locaux permanents (tels que siège social, agence, dépôt-atelier) font l'objet d'une protection d'assurance par le biais de contrats d'assurance multirisques. Cette protection est apportée à hauteur d'une valeur contractuelle de reconstruction, définie en accord avec les assureurs et prenant en compte l'hypothèse de survenance d'un sinistre maximum probable.

Les travaux en cours font généralement l'objet d'une protection par des contrats Tous Risques Chantier, garantissant les dommages matériels pouvant les affecter. Le montant de la garantie est, le plus souvent, égal à la valeur du marché.

Toutefois, ce montant est parfois limité par la capacité totale disponible sur le marché mondial de l'assurance en fonction de certains critères tels que la zone géographique concernée, la nature des travaux (Ex. : tunnel), le risque couvert (Ex. : cyclones, tremblements de terre), la nature des garanties (Ex. : risque décennal pour les très grands ouvrages).

Pour l'ensemble de ces contrats, les franchises sont adaptées afin d'optimiser le coût global pour Bouygues Construction en fonction d'une part de la probabilité de survenance des sinistres, d'autre part des diminutions de prime qu'il est possible d'obtenir de la part des assureurs en augmentant les franchises.

Enfin, Bouygues Construction et ses filiales poursuivent et développent des mesures de prévention et de protection pour réduire encore la survenance d'accident et de sinistres, et pour en limiter l'ampleur.

Risque de crédit et/ou de contrepartie

Risque de crédit et de contrepartie commercial

La trésorerie d'exploitation positive de nos projets et de nos unités opérationnelles est un principe fondamental de sécurité financière de nos activités. Des courbes prévisionnelles de trésorerie et de risques financiers sont établies sur les grandes affaires dès la phase commerciale et font l'objet de mises à jour régulières.

La qualité et la surface financière des clients, des associés, des partenaires, des fournisseurs et sous-traitants sensibles font

l'objet d'analyses. Suivant le cadre contractuel et commercial dans lequel s'inscrit le projet, il peut notamment être fait appel à :

- des avances de démarrage versées par les clients ;
- la délivrance de garanties bancaires de paiement par les clients ;
- de la cession de créances sans recours ;
- l'assurance risque exportateur (couverture des risques pays et politiques) ;
- l'assurance crédit.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis d'un client spécifique.

Dans les associations momentanées d'entreprises, les répartitions temporaires de trésorerie entre associés s'effectuent contre garantie bancaire de restitution.

Risque de crédit et de contrepartie bancaire

Tout placement effectué auprès d'un tiers est préalablement analysé par la Direction Trésorerie, tant sur le choix de la contrepartie bancaire (analyse du rating de l'établissement financier) que sur la nature de l'instrument à souscrire.

Les supports de placement sont principalement :

- des certificats de dépôt et des dépôts à terme dont la maturité n'excède pas six mois auprès de contreparties de premier rang ;
- des comptes à terme et des comptes rémunérés ouverts auprès de banques de premier rang et offrant une liquidité quotidienne ;
- des OPCVM monétaires purs présentant une liquidité quotidienne.

Ils font l'objet d'un recensement et d'une surveillance mensuel.

Aucune perte n'a été constatée sur 2015 sur les instruments de placement souscrits.

Au 31 décembre 2015, aucune banque ne concentrait plus de 10 % des liquidités disponibles. Les placements sont effectués à plus de 90 % auprès de contreparties présentant une notation *minimum investment grade* (Standard & Poors BBB+ minimum).

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2015, la trésorerie nette s'élève à 3 854 millions d'euros et les lignes de crédits confirmées et non utilisées à cette date sont de 333 millions d'euros. Bouygues Construction n'est donc pas exposé à un risque de liquidité. Les crédits bancaires contractés par le Groupe ne comportent aucun covenant financier et *trigger event*.

Risque de taux

Exposition au risque de taux

Le risque de taux d'intérêt porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable. Bouygues Construction négocie

avec ses clients des avances de démarrage pour les chantiers. Bouygues Construction dispose en conséquence d'une trésorerie nette importante qui est placée à court terme avec une sensibilité à la variation des taux d'intérêt.

Règles de couverture du risque de taux

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : swaps de taux d'intérêt, caps et tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe est de couvrir, au niveau du groupe Bouygues Construction, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent. Étant donné le niveau d'endettement brut de Bouygues Construction et les investissements à réaliser par Bouygues Construction, la mise en place des instruments financiers susvisés est limitée à un usage de couverture des risques pris par la société.

Risque de change

Exposition au risque de change

Bouygues Construction est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise.

C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part des dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs de Bouygues Construction en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Règles de couverture du risque de change

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe appliqué au sein du groupe Bouygues Construction est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels

découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux futurs sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire. Par ailleurs, les titres de participations des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

Risque sur actions et autres instruments financiers

Bouygues Construction n'est pas exposé au risque sur actions.

Des instruments financiers peuvent ponctuellement être souscrits pour couvrir un risque sur matières premières sous réserve que les marchés financiers proposent un instrument adéquat. Ces instruments ne sont souscrits qu'à des fins de couverture auprès de banques de premier rang.

Comptes consolidés

Bilan consolidé

Actif (en millions d'euros)	Notes Annexe	31/12/2015 Net	31/12/2014 Net
Immobilisations corporelles	3 et 16	743	684
Immobilisations incorporelles	3 et 16	46	51
Goodwill	3 et 16	557	528
Coentreprises et entités associées	3 et 16	26	75
Autres actifs financiers non courants	3	251	239
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	7	116	108
ACTIF NON COURANT		1 739	1 685
Stocks		345	315
Avances et acomptes versés sur commandes		184	154
Clients et comptes rattachés		2 704	2 832
Actif d'impôt (exigible)		67	55
Autres créances courantes		926	852
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 392	3 908
Instruments financiers - couverture des dettes financières		-	-
Autres actifs financiers courants		10	5
ACTIF COURANT	4	8 628	8 121
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	22	35	-
TOTAL ACTIF		10 402	9 806

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes Annexe	31/12/2015	31/12/2014
Capital social		128	128
Primes et réserves		401	393
Réserve de conversion		107	54
Actions propres détenues		–	–
Résultat consolidé		276	254
CAPITAUX PROPRES (part du Groupe)	5	912	829
Participations ne donnant pas le contrôle		24	12
CAPITAUX PROPRES		936	841
Dettes financières non courantes	8 et 16	573	539
Provisions non courantes	6 et 16	828	862
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	7	28	29
PASSIF NON COURANT		1 429	1 430
Avances et acomptes reçus sur commandes		630	535
Dettes financières courantes	8	9	10
Impôts courants		53	65
Fournisseurs et comptes rattachés		2 945	2 888
Provisions courantes	6	655	599
Autres passifs courants		3 158	2 945
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		538	459
Instruments financiers - couverture des dettes financières		–	–
Autres passifs financiers courants		49	34
PASSIF COURANT	10	8 037	7 535
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	22	–	–
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		10 402	9 806
Excédent financier net	9	3 272	2 900

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes Annexe	Exercice 2015	Exercice 2014
CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾	11 et 16	11 975	11 726
Autres produits de l'activité		91	106
Achats consommés		(7 070)	(6 868)
Charges de personnel		(2 749)	(2 593)
Charges externes		(1 619)	(1 637)
Impôts et taxes		(153)	(157)
Dotations nettes aux amortissements		(190)	(181)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		(238)	(350)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière		19	3
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾		558	430
Autres charges d'exploitation		(275)	(144)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	12 et 16	349	335
Autres produits opérationnels		–	–
Autres charges opérationnelles		(35)	–
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	12 et 16	314	335
Produits financiers		27	32
Charges financières		(18)	(17)
PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET	13 et 16	9	15
Autres produits financiers	13 et 16	46	44
Autres charges financières	13 et 16	(29)	(23)
Impôt	14 et 16	(108)	(124)
QP du résultat net des coentreprises et entités associées	3 et 16	56	6
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	16	288	253
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	22	–	–
RÉSULTAT NET	16	288	253
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	16	276	254
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		12	(1)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)	15	161,76	148,87
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	15	161,76	148,87

(1) Dont chiffre d'affaires réalisé à l'international.

6 286

5 767

(2) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées.

244

237

État consolidé des produits et charges comptabilisés

(en millions d'euros)	Exercice 2015	Exercice 2014
RÉSULTAT NET	288	253
ÉLÉMENTS NON RECYCLABLES EN RÉSULTAT NET		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(5)	(15)
Variation de la réserve de réévaluation	–	–
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	1	3
QP des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	–	–
ÉLÉMENTS RECYCLABLES EN RÉSULTAT NET		
Variation des écarts de conversion	53	(8)
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture et autres actifs financiers (AFS, etc.)	(7)	(29)
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	1	–
QP des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	5	–
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	48	(49)
PRODUITS ET CHARGES NETS COMPTABILISÉS	336	204
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	323	203
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	13	1

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital/ Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Actions autocontrôle de l'entreprise	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2013	143	256	470	-	33	902	12	914
MOUVEMENTS EXERCICE 2014								
Opérations nettes sur capital et réserves	-	(10)	10	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(276)	-	-	(276)	(1)	(277)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	-	-	254	-	-	254	(1)	253
Variation de change	-	-	-	-	(9)	(9)	2	(7)
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	(42)	(42)	-	(42)
RÉSULTAT NET ET PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS (2)	-	-	254	-	(51)	203	1	204
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	-	-	-	-	-	-
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2014	143	246	458	-	(18)	829	12	841
MOUVEMENTS EXERCICE 2015								
Opérations nettes sur capital et réserves	-	5	(5)	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(253)	-	-	(253)	(1)	(254)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	-	-	276	-	-	276	12	288
Variation de change	-	-	-	-	53 ⁽¹⁾	53	1	54
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	(6)	(6)	-	(6)
RÉSULTAT NET ET PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS (2)	-	-	276	-	47	323	13	336
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	13	-	-	13	-	13
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2015	143	251	489	-	29	912	24	936

(1) Variation de la réserve de conversion.

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	52	1	53
Coentreprises et entités associées	1	-	1
	53	1	54

(2) Voir état des produits et charges comptabilisés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Flux de trésorerie des activités poursuivies (en millions d'euros)	Notes Annexe	Exercice 2015	Exercice 2014
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies		288	253
QP de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		11	10
Annulation des dividendes (sociétés non consolidées)		(15)	(8)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes		208	142
Plus et moins values de cessions d'actifs		(127)	(30)
Charges calculées diverses		3	4
SOUS-TOTAL		368	371
Produit de l'excédent financier net		(9)	(15)
Impôt		108	124
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	16	467	480
Impôts décaissés		(146)	(156)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité ⁽¹⁾		326	(89)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ		647	235
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	16	(252)	(240)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		38	68
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		15	–
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	16	(2)	(1)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		4	9
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés		–	(6)
INCIDENCES DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	21		
Prix d'acquisition des activités consolidées	16	(14)	(92)
Prix de cession des activités consolidées		57	–
Dettes nettes sur activités consolidées		1	5
Autres variations de périmètre (trésorerie des sociétés acquises ou cédées)		2	55
Autres flux liés aux opérations d'investissements (variations prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées)		24	36
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(127)	(166)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		–	–
DIVIDENDES MIS EN PAIEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(253)	(276)
Dividendes versés par les sociétés intégrées aux participations ne donnant pas le contrôle		(1)	(1)
Variation des dettes financières courantes et non courantes		9	74
Produit de l'excédent financier net		9	15
Autres flux liés aux opérations de financement		–	–
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(236)	(188)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES		122	102
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)		406	(17)
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE	4 et 10	3 449	3 474
Flux nets		406	(17)
Autres flux non monétaires		(1)	(8)
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE	4 et 10	3 854	3 449

Flux de trésorerie des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	22		
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE		–	–
Flux nets		–	–
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE		–	–

(1) Définition de la variation du BFR d'activité : Actif courant - passif courant (hors impôts décaissés présentés séparément).

Annexe aux comptes consolidés

Note 1. Faits significatifs de l'exercice

1.1. Faits marquants de l'exercice

- Le Groupe Bouygues Construction a cédé, le 28 septembre 2015, au fonds PGGM, les parts qu'il détenait dans la société Autoroute de Liaison Seine Sarthe (Alis), concessionnaire de la section Rouen-Alençon de l'autoroute A28.

Les sociétés DTP, Quille, et Bouygues Travaux Publics, filiales de Bouygues Construction, cèdent au fonds PGGM 33,17 % du capital d'Alis, ainsi que les prêts d'actionnaires associés.

Cette cession s'opère en deux étapes :

- 23,17 % du Capital d'Alis et Prêts d'Actionnaires, le 30 septembre 2015 pour un montant de 76,1 millions d'euros,
- 10 % du Capital d'Alis et Prêts d'Actionnaires à une échéance prévue en juin 2016 pour un montant de 35 millions d'euros.

Le résultat de cession est comptabilisé dans la ligne « quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées » du compte de résultat.

- Plan Group, spécialiste canadien du génie électrique et mécanique et filiale de Bouygues Energies & Services depuis 2014, a acquis mi-juillet 100 % de l'entreprise québécoise Gastier. Pour l'arrêté au 31 décembre 2015, les bilans d'ouverture à mi-juillet 2015, ont été pris en compte.

L'intégralité de la différence de première consolidation est affectée au goodwill.

1.2. Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2015

Il n'existe pas de fait significatif postérieur au 31 décembre 2015.

Note 2. Principes et méthodes comptables du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction intègrent les comptes de Bouygues Construction SA et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées, les coentreprises et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros et intègrent les recommandations de présentation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 18 février 2016.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2015 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs/passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2015, le Groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existants dans les comptes consolidés de l'exercice 2014 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2015.

Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicable par anticipation au 1^{er} janvier 2015 :

- **IFRIC 21 : Taxes prélevées par une autorité publique**

Cette interprétation a été adoptée par l'Union européenne le 13 juin 2014. Les impacts de cette interprétation applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015 ne sont pas significatifs sur les capitaux propres du Groupe, mais affectent le rythme de reconnaissance en période intermédiaire de certaines taxes, telles que la C3S ou la taxe foncière.

- **IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du revenu appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, non adoptée par l'Union européenne, est applicable au 1^{er} janvier 2018.

- **IFRS 9 : Instruments financiers**

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, non adoptée par l'Union européenne, est applicable au 1^{er} janvier 2018.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 sont préparés selon la convention du coût historique à l'exception de certains éléments, notamment les actifs et passifs financiers, qui sont évalués à la juste valeur.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations et des hypothèses ont été faites. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement

de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Le recours à des estimations et hypothèses concerne notamment l'évaluation des provisions, ainsi que les données à terminaison sur les contrats de construction.

2.1. Méthodes de consolidation

2.1.1. Modes d'intégration et périmètre de consolidation

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Les activités contrôlées conjointement sont comptabilisées sur la base de la quote-part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges.

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce une influence notable ainsi que les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Évolution du périmètre de consolidation	31/12/2015	31/12/2014
Sociétés contrôlées	233	236
Activités conjointes	97	103
Coentreprises et entités associées	20	20
	350	359

2.1.2. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales consolidées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen annuel pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion qui en découlent sont inscrites dans la rubrique « Réserve de conversion » figurant dans les capitaux propres.

Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net dans une entité étrangère, sont imputées dans les capitaux propres.

2.1.3. Conversion des opérations en devises

Pour les entités dont la monnaie fonctionnelle est l'euro, les transactions en devises sont converties en euros au taux de change en vigueur à la date d'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au taux de clôture. Les écarts de change en découlant sont enregistrés en résultat de l'exercice.

2.1.4. Impositions différées

Les impositions différées sont constatées, sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif (approche bilan) ; elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale ; elles sont, soit :
 - sources d'impositions futures (impôts différés passifs : IDP) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée, etc. ;
 - sources de déductions futures (impôts différés actifs : IDA) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sont revus à chaque clôture et comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) ayant une forte probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont comptabilisés au taux d'impôt à la date d'arrêté comptable, ajusté le cas échéant pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale.

L'incidence de l'évolution des taux d'impôt sur les sociétés est prise en résultat de l'exercice dans le cadre du report variable.

Les impôts de distribution non récupérables, estimés au titre des dividendes à verser par des filiales françaises ou étrangères, sont provisionnés s'ils présentent un caractère significatif.

2.1.5. Contrats de concessions et PPP (Partenariat Public-Privé)

Le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public-Privé), qui sont traités conformément aux modalités définies par l'interprétation IFRIC 12.

2.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Le Groupe applique la recommandation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 relative à la présentation des états financiers.

2.2.1. Actif

a. Actif non courant

– Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité ou des modes d'amortissement différents, ces dernières sont comptabilisées séparément (approche par composant).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation définie à l'origine, augmentent sa durée de vie, ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur. Le Groupe applique le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale estimée nette des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet inflation).

Les principales durées d'utilité retenues sont :

- constructions : 10, 20, 30 ans selon qu'il s'agit de constructions légères ou d'autres bâtiments en dur ;
- installations techniques, matériels et outillages : de 3 à 8 ans ;
- autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans selon la nature du bien (matériel de transport, matériel et mobilier de bureau, etc.).

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

Contrats de location financement

La location financement est un contrat qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif, le transfert de propriété pouvant ou non intervenir in fine.

Les biens significatifs acquis sous forme de location financement (crédit-bail notamment) sont inscrits au bilan en immobilisations corporelles, en contrepartie de la comptabilisation d'une dette financière au passif.

Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation.

Coûts de remise en état des sites

Les coûts de remise en état des sites relatifs à des dégradations progressives font l'objet de provisions au passif.

Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas identifié d'immeuble de placement au sein de ses immobilisations.

– Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable et sans substance physique.

Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré) ;
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture.

Frais de développement

Les frais de développement sont inscrits à l'actif lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs, et coût évalué de façon fiable).

Les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

Fonds commerciaux

Les fonds de commerce non protégés juridiquement sont inscrits en goodwill.

– Regroupements d'entreprises

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3R. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3R offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, méthode dite du « goodwill partiel »).

Les goodwills déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition.

Le goodwill représente un paiement effectué par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs provenant d'actifs qui ne peuvent être identifiés de manière individuelle et comptabilisés séparément.

Il est comptabilisé dans le poste « Goodwill » s'il est positif et repris en résultat dès l'exercice d'acquisition s'il est négatif.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquéreur, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder douze mois.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur conformément à IAS 36 dans le cadre d'un test de dépréciation annuel (*impairment test*). En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

À ce titre, le goodwill est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

La valeur de l'UGT est déterminée par la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow* : D.C.F.) selon les principes suivants :

- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital ;
- les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction de l'UGT concernée ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec les perspectives de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Bouygues Construction a identifié deux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

• Une UGT comprenant les activités de BTP en France et à l'International

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités BTP et de continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités de BTP un objectif de rentabilité, décliné par année. Cet objectif est intégré dans les hypothèses

du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures. Taux d'actualisation retenu : 7,01 % / 6,42 % selon l'hypothèse ; taux de croissance retenu : 0 %.

Il n'y a eu aucun événement et circonstance ayant conduit à comptabiliser une perte de valeur en 2015.

• Une UGT comprenant les activités d'Énergies et Services en France et à l'International

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités d'Énergies et Services et la continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités d'Énergies et Services, un objectif de rentabilité, décliné par année. Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Taux d'actualisation retenu : 5,58 % / 5,10 % selon l'hypothèse ; taux de croissance retenu : 1 %.

Il n'y a eu aucun événement et circonstance ayant conduit à comptabiliser une perte de valeur en 2015.

– Actifs financiers

Titres de participations et autres titres

Les participations non consolidées et les autres titres immobilisés sont comptabilisés selon la méthode des « actifs disponibles à la vente ». Ils sont comptabilisés au bilan en juste valeur.

Les variations de juste valeur sont inscrites en capitaux propres sauf en cas de dépréciation durable, la perte étant alors comptabilisée en résultat de l'exercice. Lors de la sortie de l'actif financier correspondant, la variation de juste valeur précédemment inscrite en capitaux propres est reprise en résultat.

Prêts à caractère de placement

Les prêts, créances rattachées à des participations, et les dépôts et cautionnements sont valorisés à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale puis ultérieurement au coût amorti.

b. Actif courant

– Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (coût unitaire moyen pondéré), ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

– Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont essentiellement à court terme et sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage) ;
- les « facturations à établir » correspondant aux travaux effectués qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

– Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur dans la catégorie des « actifs disponibles à la vente ».

Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants : en raison de leur caractère court terme, leurs valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.2.2. Passif

a. Passif non courant

– Provisions non courantes

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques pouvant être estimée de façon fiable.

Elles comprennent pour l'essentiel :

Avantages au personnel

Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière (IFC)

Le Groupe provisionne les indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, non couvertes par des polices d'assurances.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte des éléments suivants :

- classement du personnel en groupes homogènes en fonction du statut, de l'âge et de l'ancienneté ;
- salaire mensuel majoré du coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- taux de revalorisation du salaire de fin de carrière ;
- taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite ;
- taux de rotation (*turn-over*) déterminé en fonction de la tranche d'âge et par catégorie socioprofessionnelle ;
- espérance de vie : table de mortalité INSEE 2006-2008.

Conformément à IAS 19 révisée, l'ensemble des écarts actuariels concernant les plans relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés en

provisions non courantes par contrepartie des capitaux propres (méthode SORIE).

Provision pour médailles du travail

Le Groupe provisionne le coût des médailles d'ancienneté (10, 20, 30 et 40 ans) selon la « méthode rétrospective en droits projetés » à la date d'obtention des médailles.

Provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe

Garanties données aux clients (provisions SAV)

Elles sont destinées à couvrir les risques mis à la charge de la société durant la période de garantie (essentiellement garantie décennale en France).

La provision est constituée par application au chiffre d'affaires d'un taux statistique déterminé chaque année à partir des éléments de référence SAV propre à chaque société.

b. Passif courant

– Fournisseurs et autres créiteurs

En raison de leur caractère court terme, les valeurs historiques retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

– Avances et acomptes reçus sur commandes

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

– Provisions courantes

Elles comprennent pour l'essentiel :

- les provisions pour risque chantier, travaux et fin de chantier ;
- les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrat. Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2.2.3. Compte de résultat

a. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des travaux, produits et prestations de services. Il inclut, après élimination des opérations internes, le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées et des activités conjointes.

Le chiffre d'affaires est décomposé en contrats de construction, ventes et prestations de services.

b. Comptabilisation des contrats de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traité selon la méthode dite à « l'avancement ».

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client.

Les contrats dégageant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions courantes ». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

c. Résultats sur opérations faites en commun

Ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant des sociétés en participation et joint-ventures non consolidées. À ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel et sont présentés en « Autres produits et charges d'exploitation ».

d. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond à l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente, et de l'impôt.

Les éventuelles dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

e. Produit de l'excédent financier net

Le produit de l'excédent financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'excédent financier net pendant la période (voir Note 9. Variation de l'excédent financier net), y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

f. Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie de l'excédent financier net.

2.2.4. Instruments financiers

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à termes de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- swaps de taux d'intérêt, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture ;
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang ;
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux, font l'objet d'états de reportings réguliers et spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

a. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé et principe de gestion de ces risques financiers

– Risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « Pays ».

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

– Risque de taux

Le risque de taux porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe peut être affecté par une baisse importante des taux d'intérêts européens. Afin de sécuriser la rémunération de la trésorerie excédentaire du Groupe, des opérations de swaps de taux d'intérêts peuvent être réalisées.

b. Principes et règles de comptabilisation des opérations de couverture utilisées par le Groupe

Le Groupe utilise les principes et méthodes de comptabilisation définis par la norme IAS 39 à savoir :

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers et au moins tous les trimestres.

Pour être éligibles à la comptabilité de couverture, les instruments financiers doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier ;
- efficacité de la couverture démontrée tout au long de la durée de vie de l'instrument financier.

Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, toute la variation de valeur est portée en résultat.

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Cette juste valeur est la valeur de marché lorsque les instruments sont cotés, ou est déterminée grâce à des modèles de calcul et d'évaluation utilisant les données de marché (courbe de taux, cours de change, etc.).

Aucun dérivé incorporé au sens de l'IAS 39 n'a été recensé dans le Groupe.

– Couverture des flux de trésorerie (cash flow hedge)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'élément couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, la variation de valeur sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres.

La partie de couverture qui est estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat.

– Couverture de juste valeur (fair value hedge)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, la variation de valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat net. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

– Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère

La couverture d'un investissement net dans une entité étrangère correspond à la couverture du risque de change sur la part d'actif net détenue par la société consolidante dans cette entité.

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la variation de valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat net.

2.2.5. Tableau de flux de trésorerie

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence de trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement se définit comme suit :

Résultat net consolidé des sociétés intégrées avant dotations nettes aux amortissements et provisions/résultat sur cessions d'actifs/produit de l'excédent financier net (PEFN), et charge d'impôts de l'exercice (le PEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

Il n'existe pas au 31 décembre 2015 de trésorerie non disponible.

2.2.6. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan font l'objet d'une synthèse en Note 18. Engagements hors bilan.

2.2.7. EBITDA

L'EBITDA est égal au « résultat opérationnel courant » corrigé des « dotations nettes aux amortissements », des « dotations nettes aux provisions et dépréciations » et des reprises sur provisions et dépréciations non utilisées figurant en « autres produits d'exploitation ».

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), dont bénéficient les sociétés françaises, est comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

2.2.8. Cash Flow Libre

Le Cash Flow Libre est égal à la capacité d'autofinancement après produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net et impôt diminué des investissements nets d'exploitation.

Les investissements nets d'exploitation correspondent aux prix d'acquisition/cession d'immobilisations corporelles et incorporelles diminués des subventions d'investissement obtenues.

2.2.9. Excédent financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

Note 3. Actif non courant

L'actif non courant réparti par activité figure en Note 16. Information sectorielle.

Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice	31/12/2015	31/12/2014
Acquisitions immobilisations corporelles ⁽¹⁾	244	229
Acquisitions immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	8	11
INVESTISSEMENTS OPÉRATIONNELS	252	240
Acquisitions actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	16	93
INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS	268	333
Cessions actifs non courants	(99)	(77)
INVESTISSEMENTS NETS	169	256

(1) Net de subventions obtenues (en minoration de l'actif au bilan).

2.3. Autres informations

2.3.1. Comparabilité des états financiers

L'impact des changements de périmètre intervenus entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015, ne remet pas en cause la comparabilité des états financiers consolidés entre eux, tels que présentés.

Dans le cadre d'IAS 1 révisée (présentation des états financiers), le Groupe présente les composantes du résultat net global sous la forme de deux états détaillés, et ce comme autorisé par l'IASB :

- le compte de résultat net ;
- l'état des produits et charges comptabilisés intégrant les autres éléments du résultat global tels que les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres consolidés.

Bouygues Construction entre dans le périmètre de consolidation de la société Bouygues pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

2.3.2. Autres charges opérationnelles dans le compte de résultat

-35 millions d'euros relatifs aux coûts induits par la nouvelle organisation opérationnelle mise en place dans le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2015.

3.1. Immobilisations corporelles

743 M€

Brut	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo. en cours et avances versées sur commandes	Total
1^{ER} JANVIER 2014	344	794	291	26	1 455
Écarts de conversion	7	25	7	6	45
Virements de rubriques	44	3	9	(57)	(1)
Changements de périmètre	–	1	6	4	11
Investissements	17	77	39	96	229
Cessions et réductions diverses	(2)	(119)	(34)	–	(155)
31 DÉCEMBRE 2014	410	781	318	75	1 584
Dont locations financement	5	1	–	–	6
FLUX 2015					
Écarts de conversion	7	27	6	7	47
Virements de rubriques	3	44	1	(48)	–
Changements de périmètre	1	–	2	–	3
Investissements	5	155	33	51	244
Cessions et réductions diverses	(3)	(126)	(41)	(1)	(171)
31 DÉCEMBRE 2015	423	881	319	84	1 707
Dont locations financement	5	1	–	–	6

Amortissements et pertes de valeur	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo. en cours et avances versées sur commandes	Total
1^{ER} JANVIER 2014	(77)	(554)	(204)	–	(835)
Écarts de conversion	(4)	(18)	(5)	–	(27)
Virements de rubriques	(1)	2	–	–	1
Changements de périmètre	–	(1)	(3)	–	(4)
Cessions et réductions diverses	2	99	32	–	133
Dotations aux amortissements	(35)	(95)	(38)	–	(168)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–	–
31 DÉCEMBRE 2014	(115)	(567)	(218)	–	(900)
Dont locations financement	(3)	–	–	–	(3)
FLUX 2015					
Écarts de conversion	(5)	(20)	(5)	–	(30)
Virements de rubriques	–	–	–	–	–
Changements de périmètre	–	–	(3)	–	(3)
Cessions et réductions diverses	2	107	37	–	146
Dotations aux amortissements	(19)	(123)	(35)	–	(177)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–	–
31 DÉCEMBRE 2015	(137)	(603)	(224)	–	(964)
Dont locations financement	(4)	–	–	–	(4)

Net	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo. en cours et avances versées sur commandes	Total
31 DÉCEMBRE 2014	295	214	100	75	684
Dont locations financement	2	1	–	–	3
31 DÉCEMBRE 2015	286	278	95	84	743
Dont locations financement	1	1	–	–	2

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes et les investissements d'exploitation par activité et zone géographique sont détaillés en Note 16. Information sectorielle.

3.2. Immobilisations incorporelles

46 M€

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
1^{ER} JANVIER 2014	–	119	20	139
Écarts de conversion	–	–	–	–
Virements de rubriques	–	5	(4)	1
Changements de périmètre	–	–	3	3
Investissements	–	3	8	11
Cessions et réductions diverses	–	(1)	–	(1)
31 DÉCEMBRE 2014	–	126	27	153
FLUX 2015				
Écarts de conversion	–	1	–	1
Virements de rubriques	–	–	–	–
Changements de périmètre	–	–	–	–
Investissements	–	7	1	8
Cessions et réductions diverses	–	(5)	–	(5)
31 DÉCEMBRE 2015	–	129	28	157

Amortissements et pertes de valeur	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
1^{ER} JANVIER 2014	–	(82)	(7)	(89)
Écarts de conversion	–	–	–	–
Virements de rubriques	–	(1)	–	(1)
Changements de périmètre	–	–	–	–
Cessions et réductions diverses	–	1	–	1
Dotations aux amortissements	–	(11)	(2)	(13)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–
31 DÉCEMBRE 2014	–	(93)	(9)	(102)
FLUX 2015				
Écarts de conversion	–	(1)	–	(1)
Virements de rubriques	–	–	–	–
Changements de périmètre	–	–	–	–
Cessions et réductions diverses	–	5	–	5
Dotations aux amortissements	–	(11)	(2)	(13)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–
31 DÉCEMBRE 2015	–	(100)	(11)	(111)

Net	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31 DÉCEMBRE 2014	–	33	18	51
31 DÉCEMBRE 2015	–	29	17	46

3.3. Goodwill

557 M€

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	BTP	Énergies et Services
1^{ER} JANVIER 2014	483	–	483	233	250
Périmètre, change et autres	45	–	45	6	39
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–	–	–
31 DÉCEMBRE 2014	528	–	528	239	289
Périmètre, change et autres	29	–	29	12	17
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–	–	–
31 DÉCEMBRE 2015	557	–	557	251	306

3.4. Actif financier non courant

277 M€

	Coentreprises et entités associées	Autres actifs financiers non courants		Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
		Participations non consolidées	Autres actifs non courants			
1^{ER} JANVIER 2014	75	154	296	525	(147)	378
Écarts de conversion	1	8	8	17	(1)	16
Virements de rubriques	5	1	(1)	5	(3)	2
Changements de périmètre	3	(6)	4	1	9	10
Investissements et autres augmentations	9	2	56	67	–	67
Cessions et réductions diverses	(18)	(12)	(140)	(170)	–	(170)
Dotations et reprises	–	–	–	–	11	11
31 DÉCEMBRE 2014	75	147	223	445	(131)	314
Écarts de conversion	1	7	6	14	–	14
Virements de rubriques	10	(24)	(11)	(25)	(3)	(28)
Changements de périmètre	(14)	38	–	24	38	62
Investissements et autres augmentations	10	3	39	52	–	52
Cessions et réductions diverses	(13)	(12)	(51)	(76)	–	(76)
Dotations et reprises	–	–	–	–	(61)	(61)
31 DÉCEMBRE 2015	69	159	206	434	(157)	277

3.4.1. Coentreprises et entités associées
26 M€

	QP dans les capitaux propres	Goodwill net sur coentre- prises et entités associées	Valeur nette
1^{ER} JANVIER 2014	75	–	75
Écarts de conversion	1	–	1
Virements de rubriques	5	–	5
Changements de périmètre	3	–	3
Investissements et autres augmentations	9	–	9
Cessions et réductions diverses	(18)	–	(18)
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–
31 DÉCEMBRE 2014	75	–	75
Écarts de conversion	1	–	1
Virements de rubriques	10	–	10
Changements de périmètre	(14)	–	(14)
Investissements et autres augmentations	10	–	10
Cessions et réductions diverses	(13)	–	(13)
Perte de valeur (dépréciation)	(43)	–	(43)
31 DÉCEMBRE 2015	26	–	26

Le groupe Bouygues Construction détient plusieurs participations dans des coentreprises et entités associées dont la liste est fournie en Note 24. Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2015.

Pour les principales coentreprises et entités associées, les montants globaux au titre des éléments d'actif et de passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants à 100 %	31/12/2015		31/12/2014		
	Stade de France	Adelac	Alis	Stade de France	Adelac
Actif non courant ⁽¹⁾	197	813	529	189	812
Actif courant	53	38	86	59	40
TOTAL ACTIF	250	851	615	248	852
Capitaux propres	43	(65)	(160)	43	(71)
Passif non courant	148	854	729	149	840
Passif courant	59	62	46	56	83
TOTAL PASSIF	250	851	615	248	852
Chiffre d'affaires	56	47	63	70	44
Résultat opérationnel	(1)	26	34	1	26
RÉSULTAT NET	–	(12)	–	–	(14)

(1) Net de subventions reçues.

Variations de l'exercice	au 01/01/2014	Flux net ⁽¹⁾ 2015	au 31/12/2015
Stade de France	14	(3)	11
Adelac	–	–	–
Alis	–	–	–
Warnowquerung	12	(12)	–
Bina (Fincom et Istra)	8	(8)	–
Transjamaican	11	(10)	1
Socoprim	14	(14)	–
VSL Corée	7	(1)	6
Autres	9	(1)	8
TOTAL	75	(49)	26

(1) Incluant : quote-parts de résultat de l'exercice/acquisitions/changements de périmètre/change/dividendes distribués/augmentations de capital et variations de juste valeur des instruments financiers.

Pertes cumulées sur les coentreprises et entités associées non prises en compte : (19) millions.

3.4.2. Participations non consolidées nettes

89 M€

Participations ⁽¹⁾	31/12/2015				Total Actif ⁽²⁾	Total passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultat net ⁽²⁾
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	% de détention				
SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
Foncière Point du Jour	10	(8)	2	100 %	2	–	–	–
Fichallenge	2	(1)	1	100 %	1	5	–	2
Filiales et participations françaises diverses	18	(3)	15					
SOUS-TOTAL	30	(12)	18					
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
Hong Kong IEC Limited	65	–	65	15 %	140	31	48	(13)
VSL Corporation (États-Unis)	22	(22)	–	100 %	–	–	–	–
C.C.I.B (Roumanie)	6	(6)	–	22 %	29	57	8	(1)
Frog Electr. Cont (Afrique du Sud)	5	(5)	–	100 %	–	–	–	–
Equiby Limited (Jersey)	5	(5)	–	68 %	10	–	–	–
Vorspanntechnik (Allemagne)	2	(2)	–	100 %	–	–	–	–
VSL Offshore (Singapour)	2	(1)	1	100 %	1	1	2	–
Filiales et participations étrangères diverses	22	(17)	5					
SOUS-TOTAL	129	(58)	71					
TOTAL	159	(70)	89					

38

39

Participations ⁽¹⁾	31/12/2014				Total Actif ⁽²⁾	Total passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultat net ⁽²⁾
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	% de détention				
SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
Foncière Point du Jour	10	(8)	2	100 %	2	–	–	–
Filiales et participations françaises diverses	21	(3)	18					
SOUS-TOTAL	31	(11)	20					
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
Hong Kong IEC Limited	58	–	58	15 %	115	22	34	(11)
VSL Corporation (États-Unis)	22	(22)	–	100 %	–	–	–	–
C.C.I.B (Roumanie)	6	(6)	–	22 %	29	65	8	(1)
Equiby Limited (Jersey)	5	(5)	–	68 %	9	–	–	–
Frog Electr. Cont (Afrique du Sud)	5	(5)	–	100 %	–	–	–	–
Vorspanntechnik (Allemagne)	2	(2)	–	100 %	–	–	–	–
VSL Offshore (Singapour)	2	(2)	–	100 %	–	–	–	(1)
Filiales et participations étrangères diverses	16	(3)	13					
SOUS-TOTAL	116	(45)	71					
TOTAL	147	(56)	91					

(1) Non consolidées compte tenu :

- de l'absence de contrôle ou d'influence du Groupe sur ces entités ;
- d'une contribution potentielle aux états financiers consolidés non significative.

(2) Suivant informations annuelles disponibles.

3.4.3. Autres actifs non courants

162 M€

Ils incluent les rubriques principales ci-après :

Créances rattachées à des participations	64
Prêts et créances immobilisés	68
Autres immobilisations financières :	30
soit :	
Dépôts et cautionnements	23
Autres titres immobilisés	7

3.4.4. Répartition par catégorie des participations non consolidées et des autres actifs non courants

251 M€

Ne comprend pas les coentreprises et entités associées.

	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et Créances	Actifs évalués à la juste valeur en résultat	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total
31 DÉCEMBRE 2014	98	141	-	-	239
Flux 2015	(2)	14	-	-	12
31 DÉCEMBRE 2015	96	155	-	-	251
Échéances < 1 an	-	12	-	-	12
Entre 1 et 5 ans	-	67	-	-	67
> 5 ans	96	76	-	-	172

3.4.5. Activités conjointes

Le groupe Bouygues Construction détient plusieurs participations dans des activités conjointes. La liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2015 est fournie en Note 24.

Les montants globaux au titre des éléments d'actif et de passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

QP Bouygues Construction	31/12/2015	31/12/2014
Actif non courant	112	61
Actif courant	902	825
TOTAL ACTIF	1 014	886
Capitaux propres	(203)	(253)
Passif non courant	35	32
Passif courant	1 182	1 107
TOTAL PASSIF	1 014	886
Chiffre d'affaires	1 426	1 329
Résultat opérationnel	(62)	(54)
RÉSULTAT NET	(65)	(54)

3.5. Actifs d'impôts non courants**116 M€**

	31/12/2015	31/12/2014
Impôts différés actif ⁽¹⁾	116	108
Autres impôts LT	–	–
TOTAL IMPÔTS NON COURANTS ⁽¹⁾	116	108

(1) Voir détail en Note 7. Actifs et passifs d'impôts non courants.

Note 4. Actif courant**4.1. Stocks****345 M€**

Stocks	31/12/2015			31/12/2014		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Matières/approvisionnements et produits finis/stocks sur opérations immobilières	360	(15)	345	328	(13)	315
TOTAL	360	(15)	345	328	(13)	315

Dépréciations de stocks	Dotations de l'exercice		Reprises de l'exercice	
	2015	2014	2015	2014
Matières/approvisionnements et produits finis/stocks sur opérations immobilières	(4)	(4)	2	3
TOTAL	(4)	(4)	2	3

4.2. Avances et acomptes

184 M€

	31/12/2015			31/12/2014		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	184	–	184	154	–	154
TOTAL	184	–	184	154	–	154

4.3. Clients et autres débiteurs

3 697 M€

	31/12/2015			31/12/2014		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Clients et comptes rattachés (Clients/Factures à établir)	2 926	(222)	2 704	3 043	(211)	2 832
Actif d'impôt (exigible)	67	–	67	55	–	55
Autres créances courantes :						
Autres créances opérationnelles (Personnel/Organismes sociaux/État/Autres créances)	369	(5)	364	364	(8)	356
Créances diverses (Comptes courants, etc.)	494	(41)	453	444	(35)	409
Charges constatées d'avance	109	–	109	87	–	87
TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	3 965	(268)	3 697	3 993	(254)	3 739

4.4. Répartition des créances clients entre encours échus (échancier des retards de paiement) et encours non échus au 31 décembre 2015

	Encours non échus	Encours échus (retards de paiement)			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Clients et comptes rattachés	2 127	406	85	308	2 926
Dépréciations	(7)	(5)	(6)	(204)	(222)
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	2 120	401	79	104	2 704
RAPPEL AU 31/12/2014	2 268	424	57	83	2 832

4.5. Autres actifs financiers courants

10 M€

Voir Note 17. Instruments financiers.

4.6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

4 392 M€

	31/12/2015			31/12/2014		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Bouygues Relais	2 298	–	2 298	2 132	–	2 132
Uniservice	1 234	–	1 234	1 010	–	1 010
Autres disponibilités	849	–	849	702	–	702
Valeurs mobilières de placement	11	–	11	64	–	64
TOTAL	4 392	–	4 392	3 908	–	3 908

Répartition par devise 2015	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar canadien	Dollar australien	Dollar US	Franc CFA	Riyal du Qatar	Divers	Total
Disponibilités	2 728	267	456	336	100	49	51	220	20	47	107	4 381
Valeurs mobilières de placement	11	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	11
TOTAL	2 739	267	456	336	100	49	51	220	20	47	107	4 392

Répartition par devise 2014	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar canadien	Dollar australien	Dollar US	Franc CFA	Divers	Total
Disponibilités	2 382	196	425	299	90	58	50	202	27	115	3 844
Valeurs mobilières de placement	63	–	–	–	–	–	–	–	1	–	64
TOTAL	2 445	196	425	299	90	58	50	202	28	115	3 908

Les disponibilités et équivalents ont une échéance inférieure à 3 mois, ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

Répartition par fonction	31/12/2015	31/12/2014
Disponibles à la vente	4 392	3 908
TOTAL	4 392	3 908

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2015	31/12/2014
Disponibilités	4 381	3 844
Valeurs mobilières de placement	11	64
TOTAL	4 392	3 908
Concours bancaires courants et Soldes créditeurs de banque	(538)	(459)
TOTAL TRÉSORERIE NETTE	3 854	3 449

Note 5. **Capitaux propres**

5.1. Capital

127 967 250 €

Au 31 décembre 2015, le capital social de 127 967 250 euros est constitué de 1 706 230 actions de 75 euros. L'évolution sur la période a été la suivante :

	Au 01/01/2015	Variations 2015		Au 31/12/2015
		Réduction	Augmentation	
Actions	1 706 230	–	–	1 706 230
Certificats d'investissements	–	–	–	–
Nombre de titres	1 706 230	–	–	1 706 230
Nominal	75 €	–	–	75 €
CAPITAL EN EUROS	127 967 250	–	–	127 967 250

5.2. Opérations affectées directement en capitaux propres

5.2.1. Réserve de conversion

107 M€

La réserve de conversion est générée depuis le 1^{er} janvier 2004, le Groupe ayant pris l'option de la mettre à zéro à cette date conformément à IFRS 1.

La réserve de conversion comprend la variation de change cumulée des coentreprises et entités associées.

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2015 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

Devises	31/12/2014	Variations 2015	31/12/2015
Livre sterling	(1)	(1)	(2)
Franc suisse	(3)	8	5
Dollar US	(6)	(2)	(8)
Dollar de Hong Kong	2	3	5
Dollar de Singapour	–	1	1
Dollar australien	2	–	2
Rand sud-africain	59	44	103
Divers	1	–	1
TOTAL	54	53	107

5.2.2. Réserve de variation de juste valeur

(45) M€

La réserve de variation de juste valeur des instruments financiers constate les opérations appelées à passer ultérieurement en résultats. Elle concerne l'évaluation des instruments financiers en couverture d'un flux futur et l'évaluation des actifs disponibles à la vente.

	31/12/2014	Variations 2015	31/12/2015
Réserve de juste valeur des instruments financiers	(43)	(2)	(45)
TOTAL	(43)	(2)	(45)

5.2.3. Autres réserves**(33) M€**

	31/12/2014	Variations 2015	31/12/2015
Réserve de réévaluation	4	–	4
Écarts actuariels	(33)	(4)	(37)
TOTAL	(29)	(4)	(33)

Note 6. Provisions non courantes et courantes**6.1. Provisions non courantes****828 M€**

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données SAV	Risques sur participations	Risques divers étranger	Autres provisions non courantes	Total
1^{ER} JANVIER 2014	180	174	296	49	74	115	888
Écarts de conversion	–	–	1	–	–	3	4
Virements de rubriques	–	–	–	–	–	(1)	(1)
Changements de méthodes, périmètre et divers	–	(1)	–	(12)	–	–	(13)
Impact direct en capitaux propres	15	–	–	–	–	–	15
Dotations	9	58	79	3	8	17	174
Reprises utilisées	(2)	(18)	(56)	–	(2)	(5)	(83)
Reprises non utilisées	(3)	(44)	(28)	(5)	–	(42)	(122)
31 DÉCEMBRE 2014	199	169	292	35	80	87	862
FLUX 2015							
Écarts de conversion	1	–	3	–	–	3	7
Virements de rubriques	–	(1)	–	3	(1)	2	3
Changements de méthodes, périmètre et divers	–	(1)	–	(1)	–	–	(2)
Impact direct en capitaux propres	5	–	–	–	–	–	5
Dotations	6	50	78	1	3	60	198
Reprises utilisées	(9)	(12)	(51)	–	(52)	(4)	(128)
Reprises non utilisées	(4)	(32)	(24)	(6)	(24)	(27)	(117)
31 DÉCEMBRE 2015	198	173	298	32	6	121	828

6.2. Provisions courantes

655 M€

	Risques sur chantiers terminés	Charges de fin de chantier	Pertes à terminaison	Autres provisions courantes	Total
1^{ER} JANVIER 2014	46	197	106	78	427
Écarts de conversion	1	10	4	3	18
Virements de rubriques	–	(7)	9	–	2
Changements de méthodes, périmètre et divers	–	–	–	(1)	(1)
Dotations	35	156	130	38	359
Reprises utilisées	(5)	(58)	(40)	(18)	(121)
Reprises non utilisées	(12)	(51)	(13)	(9)	(85)
31 DÉCEMBRE 2014	65	247	196	91	599
FLUX 2015					
Écarts de conversion	4	16	(7)	(3)	10
Virements de rubriques	5	(4)	–	–	1
Changements de méthodes, périmètre et divers	–	(1)	4	–	3
Dotations	27	106	137	35	305
Reprises utilisées	(14)	(68)	(70)	(17)	(169)
Reprises non utilisées	(14)	(58)	(15)	(7)	(94)
31 DÉCEMBRE 2015	73	238	245	99	655

Note 7. Actifs et passifs d'impôts non courants

Actif 116 M€/Passif 28 M€

7.1. Actif d'impôts non courants

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2014	Variations 2015		31/12/2015
		Produits nets	Autres flux	
Impôts différés Actif	108	9	(1)	116

7.2. Répartition des impôts différés actif par métier

Nature par métier	Actif d'impôt différé 31/12/2014	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2015		Autres	Actif d'impôt différé 31/12/2015
				Produits	Charges		
(A) DÉFICITS FISCAUX							
BTP	2	–	–	5	–	–	7
Énergies et Services	3	1	–	–	(1)	–	3
SOUS-TOTAL DÉFICITS FISCAUX	5	1	0	5	(1)	0	10
(B) DIFFÉRENCES TEMPORAIRES⁽¹⁾							
BTP	91	–	–	6	–	(2)	95
Énergies et Services	12	–	–	–	(1)	0	11
SOUS-TOTAL DIFFÉRENCES TEMPORAIRES	103	0	0	6	(1)	(2)	106
TOTAL IDA	108	1	0	11	(2)	(2)	116

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.3. Passif d'impôts non courants

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2014	Variations 2015		31/12/2015
		Produits nets	Autres flux	
Impôts différés passif	29	0	(1)	28

7.4. Répartition des impôts différés passif par métier

Nature par métier	Passif d'impôt différé 31/12/2014	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2015		Autres	Passif d'impôt différé 31/12/2015
				Produits	Charges		
DIFFÉRENCES TEMPORAIRES⁽¹⁾							
BTP	28	–	–	(4)	4	(1)	27
Énergies et Services	1	–	–	–	–	–	1
SOUS-TOTAL DIFFÉRENCES TEMPORAIRES	29	0	0	(4)	4	(1)	28
TOTAL IDP	29	0	0	(4)	4	(1)	28

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.5. Principales sources d'impôts différés par nature

	31/12/2015	31/12/2014
IDA	116	108
Avantages au personnel	45	51
SAV	14	14
Pertes à terminaison	45	31
Provisions litiges clients et clients douteux	4	5
Déficits fiscaux	10	5
Autres sources d'IDA	(2)	2
IDP	28	29
TOTAL	88	79

7.6. Délai de récupération des impôts différés actif

31 décembre 2015	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
IDA	74	20	22	116

7.7. Actifs d'impôts différés non comptabilisés

	31/12/2015	31/12/2014
Régime d'intégration fiscale groupe Bouygues	78	74
Autres actifs	144	123
TOTAL	222	197

Note 8. Dettes financières non courantes et courantes

8.1. Répartition des emprunts portant intérêt par échéance

582 M€

Dettes financières	Courantes		Non courantes						Total 31/12/2015	Total 31/12/2014
	0 à 3 mois 2016	3 à 12 mois 2016	1 à 2 ans 2017	2 à 3 ans 2018	3 à 4 ans 2019	4 à 5 ans 2020	5 à 6 ans 2021	6 ans et + 2022 et +		
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1	5	7	3	-	-	-	-	16	15
Emprunts issus des locations financement	-	-	1	1	-	-	-	-	2	3
Emprunts et dettes financières divers	-	-	6	19	3	5	9	7	49	50
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt Uniservice	1	2	110	131	226	45	-	-	515	481
TOTAL EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊT	2	7	124	154	229	50	9	7	582	549
RAPPEL AU 31/12/2014	6	4	133	25	65	297	9	10	549	-

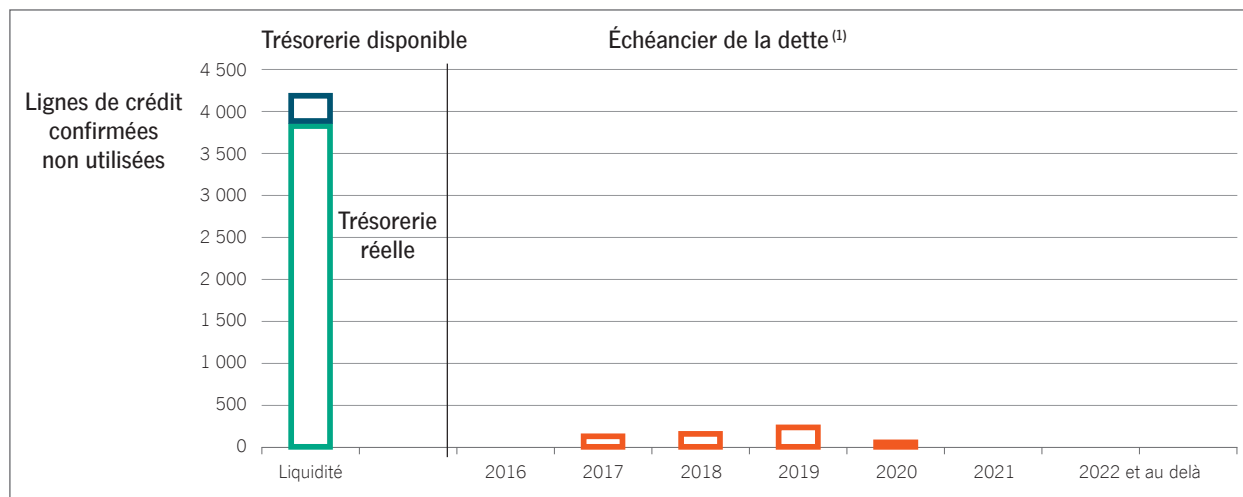
Répartition de la dette sur locations financement par métier	BTP	Énergies et Services	Total
LONG TERME 31/12/2015	2	-	2
COURT TERME 31/12/2015	-	-	-
Long terme 31/12/2014	3	-	3
Court terme 31/12/2014	-	-	-

8.2. Lignes de crédit confirmées/utilisées

	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	- 1 an	1 à 5 ans	Au delà	Total	- 1 an	1 à 5 ans	Au delà	Total
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6	10	-	16	6	10	-	16
Emprunts et dettes financières diverses	159	724	16	899	3	547	16	566
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-
Intra-groupe	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	165	734	16	915	9	557	16	582

8.3. Liquidité au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, la trésorerie nette s'élève à 3 854 millions d'euros auxquels s'ajoute un montant de 333 millions d'euros de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date. Cf. Note 4.6 pour plus de détail sur la trésorerie.



(1) Dettes financières non courantes (573 millions d'euros) et dettes financières courantes (9 millions d'euros).

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par le groupe Bouygues Construction ne comportent aucun covenant financier et aucun *trigger event*.

8.4. Répartition de la dette financière courante et non courante par nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	31/12/2015	31/12/2014
Dettes à taux fixé (1)	1 %	1 %
Dettes à taux variable	99 %	99 %

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an.

8.5. Répartition de la dette financière par devises

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Dollar US	Couronne tchèque	Zloty polonais	Dollar de Hong Kong	Dollar canadien	Divers	Total
LONG TERME 31/12/2015	4	147	168	53	26	32	25	115	3	573
COURT TERME 31/12/2015	-	-	-	-	-	-	6	-	3	9
Long terme 31/12/2014	5	139	151	46	26	32	25	114	1	539
Court terme 31/12/2014	1	4	-	-	-	-	4	-	1	10

Les dettes financières ventilées par métier figurent en Note 16. Information sectorielle.

Note 9. Variation de l'excédent financier net

3 272 M€

9.1. Variation de l'excédent financier net

	31/12/2014	Flux de la période	31/12/2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 908	484	4 392
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(459)	(79)	(538)
TRÉSORERIE NETTE	3 449	405⁽¹⁾	3 854
Dettes financières non courantes	(539)	(34)	(573)
Dettes financières courantes	(10)	1	(9)
Instruments financiers - couverture des dettes financières	-	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(549)	(33)	(582)
EXCÉDENT FINANCIER NET	2 900	372	3 272

(1) Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie.

9.2. Principales variations de la période

EXCÉDENT FINANCIER NET AU 31 DÉCEMBRE 2014	2 900
Générées par l'activité	647
Liées aux opérations d'investissement	(127)
Dividendes versés	(254)
Produit de l'excédent financier net	9
Changements de périmètre sur l'endettement financier brut	4
Change sur la trésorerie nette et l'endettement financier brut	96
Autres	(3)
EXCÉDENT FINANCIER NET AU 31 DÉCEMBRE 2015	3 272

Note 10. Autres passifs courants

10.1. Fournisseurs et autres créditeurs

6 786 M€

	31/12/2015	31/12/2014
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES	630	535
IMPÔTS COURANTS	53	65
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	2 945	2 888
AUTRES PASSIFS COURANTS	3 158	2 945
Dettes personnel et organismes sociaux	444	458
État et collectivités publiques	520	488
Autres dettes courantes	597	464
Produits différés	1 597	1 535

10.2. Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque**538 M€**

Répartition par devise 31/12/2015	Euro	Dollar de Hong Kong	Franc CFA	Livre sterling	Dollar US	Dollar canadien	Franc suisse	Autres	Total
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	122	147	45	39	12	28	111	34	538

Répartition par devise 31/12/2014	Euro	Dollar de Hong Kong	Franc CFA	Livre sterling	Dollar US	Dollar canadien	Autres	Total
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	59	142	47	37	13	68	93	459

10.3. Autres passifs financiers courants**49 M€**

Voir Note 17. Instruments financiers.

Note 11. Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité**11.1. Analyse globale par nature**

	31/12/2015 ⁽¹⁾	31/12/2014 ⁽¹⁾
Ventes	152	118
Prestations de services	2 724	2 267
Contrats de construction	9 099	9 341
CHIFFRE D'AFFAIRES	11 975	11 726
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ	91	106
TOTAL	12 066	11 832

(1) Dont échange de bien ou de services : néant.

Informations relatives aux contrats de construction au 31 décembre 2015	
ACTIF	
Travaux à facturer	547
Retenues de garantie	220
PASSIF	
Travaux facturés d'avance	1 376
Avances reçues	462
COÛTS ENCOURUS DEPUIS L'ORIGINE SUR LES CONTRATS EN COURS (plus les bénéfices moins les pertes comptabilisées)	18 345

11.2. Analyse du chiffre d'affaires par activité

Activité	Chiffre d'affaires 31/12/2015				Rappel 31/12/2014			
	France	International	Total	% du CA total	France	International	Total	% du CA total
BTP	4 613	5 244	9 857	82 %	4 893	5 156	10 049	86 %
Énergies et Services	1 076	1 042	2 118	18 %	1 066	611	1 677	14 %
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 689	6 286	11 975	100 %	5 959	5 767	11 726	100 %
% D'ÉVOLUTION 2015/2014	(5 %)	9 %	2 %	-	-	-	-	-

11.3. Analyse du chiffre d'affaires par zone géographique

Analyse par zone géographique	Chiffre d'affaires 31/12/2015		Rappel 31/12/2014	
	Total	% du CA total	Total	% du CA total
France	5 689	47,5 %	5 959	50,8 %
Union européenne	1 745	14,6 %	1 635	13,9 %
Autres pays d'Europe	955	8,0 %	864	7,4 %
Afrique	780	6,5 %	825	7,0 %
Moyen-Orient	120	1,0 %	186	1,6 %
Amériques	869	7,3 %	563	4,8 %
Asie-Pacifique	1 817	15,1 %	1 694	14,5 %
TOTAL	11 975	100,0 %	11 726	100,0 %

11.4. Analyse du chiffre d'affaires par nature de marchés (en %)

Nature de marchés	2015			2014		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ⁽¹⁾	45 %	41 %	43 %	47 %	54 %	51 %
Marchés privés	55 %	59 %	57 %	53 %	46 %	49 %

(1) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques en France et à l'étranger.

Note 12. Résultat opérationnel

Résultat opérationnel courant	31/12/2015	31/12/2014
Chiffre d'affaires	11 975	11 726
Autres produits de l'activité	91	106
Consommations externes	(8 689)	(8 505)
Charges de personnel	(2 749)	(2 593)
Impôts et taxes	(153)	(157)
Dotations nettes aux amortissements	(190)	(181)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(238)	(350)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	19	3
Autres produits et charges d'exploitation :		
Reprises de dépréciations et de provisions non utilisées	244	237
Résultats nets sur cessions d'immobilisations	15	14
Différences nettes de change	(24)	10
Autres produits et charges	48	25
SOUS-TOTAL RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	349	335
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(35)	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	314	335

Voir Note 16 pour la répartition par activité.

Note 13. Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers

13.1. Décomposition du produit de l'excédent financier net

	31/12/2015	31/12/2014
Coût de l'endettement financier brut	(6)	(6)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	15	21
PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET	9	15

Le produit de l'excédent financier net se décompose comme suit :

Charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(6)	(6)
Charges d'intérêt sur locations financement	–	–
Impacts des instruments financiers sur endettement financier brut	–	–
SOUS-TOTAL	(6)	(6)
Produits d'intérêt nets liés à la trésorerie	15	21
Impacts des instruments financiers sur trésorerie nette	–	–
Revenus issus des titres disponibles à la vente et équivalents de trésorerie	–	–
SOUS-TOTAL	15	21

13.2. Décomposition des autres produits et charges financiers

	31/12/2015	31/12/2014
Dividendes sur titres non consolidés	15	8
(Dotations)/Reprises financières nettes	(10)	8
Charges d'actualisation nettes	–	–
Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	–	–
Abandons de comptes courants, plus et moins values sur cessions de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement et divers	12	5
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	17	21

Voir Note 16 pour la répartition par activité.

Note 14. Impôts sur le résultat

14.1. Décomposition de la charge nette d'impôts

	31/12/2015			31/12/2014		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(61)	(52)	(113)	(94)	(41)	(135)
Impositions différées passif ^{(1) (2)}	–	–	–	2	2	4
Impositions différées actif ^{(1) (2)}	8	1	9	9	–	9
Impôts sur distributions	–	(4)	(4)	–	(2)	(2)
TOTAL	(53)	(55)	(108)	(83)	(41)	(124)

Voir Note 16 pour la répartition par activité.

	2015	2014
(1) dont impôts différés afférents aux différences temporelles ;	5	14
dont impôts différés afférents aux déficits ;	4	(1)
dont impôts différés afférents à une variation du taux d'imposition ou à de nouveaux impôts.	–	–
(2) dont déficit/crédit d'impôt/différence temporelle d'un exercice antérieur non comptabilisé précédemment :		
sur impôts exigibles ;	–	–
sur impôts différés.	–	–

14.2. Rapprochement entre taux d'impôt théorique et réel au compte de résultat consolidé (preuve de l'impôt)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2015	2014
Taux d'imposition théorique en France	34,43 %	34,43 %
Différences de taux France/Étranger	(1,05 %)	(1,47 %)
Actifs d'impôts différés non comptabilisés et création/utilisation de reports déficitaires	7,05 %	7,05 %
Effets des différences permanentes	(12,60 %)	(8,08 %)
Impôts à taux forfaitaires et à taux réduits	(1,66 %)	3,02 %
Impôts de distribution	0,95 %	0,60 %
Autres	0,19 %	(2,55 %)
TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION	27,31 %	33,00 %

Note 15. Résultat net et résultat dilué par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2015 à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle, soit 1 706 230 actions.

	2015	2014
Résultat net part du Groupe	276 M€	254 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 706 230	1 706 230
RÉSULTAT EN EUROS PAR ACTION	161,76 €	148,87 €

Le résultat dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen d'actions en circulation compte tenu de la conversion de toutes les actions potentielles pouvant avoir un effet dilutif. Le résultat est identique, Bouygues Construction n'utilisant pas d'instruments dilutifs.

	2015	2014
Résultat net utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	276 M€	254 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour la détermination du résultat dilué par action	1 706 230	1 706 230
RÉSULTAT DILUÉ EN EUROS PAR ACTION	161,76 €	148,87 €

Note 16. Information sectorielle

Les secteurs opérationnels correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel et aucun regroupement n'a été effectué. L'information sectorielle ci-après présente sous la forme d'une analyse de contribution par activité les éléments ci-dessous :

16.1. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2015

31/12/2015	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
Chiffre d'affaires total	9 928	2 216	12 144
Chiffre d'affaires intersecteurs	(71)	(98)	(169)
CHIFFRE D'AFFAIRES SUR CLIENTS EXTERNES	9 857	2 118	11 975
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	292	57	349
Autres produits et charges opérationnels	(26)	(9)	(35)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	266	48	314
Produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net	12	(3)	9
Autres produits et charges financiers	16	1	17
Impôt	(94)	(14)	(108)
QP du résultat net des coentreprises et entités associées	55	1	56
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	255	33	288
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	–	–	–
RÉSULTAT NET	255	33	288
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	244	32	276
BILAN			
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	703	40	743
Immobilisations incorporelles	25	21	46
Goodwill	251	306	557
Coentreprises et entités associées	25	1	26
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	102	14	116
Actif d'impôt (exigible)	43	24	67
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 181	211	4 392
Autres actifs sectoriels	3 668	787	4 455
Actifs non affectés	–	–	–
TOTAL ACTIF	–	–	10 402
Dettes financières non courantes	546	27	573
Provisions non courantes	743	85	828
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	28	–	28
Impôts courants	48	5	53
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	506	32	538
Autres passifs sectoriels ⁽²⁾	6 407	1 039	7 446
Passifs non affectés	–	–	936
TOTAL PASSIF	–	–	10 402
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE			
Capacité d'autofinancement	395	72	467
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾	(237)	(15)	(252)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)	(1)	(2)
Prix d'acquisition des activités consolidées ⁽⁴⁾	–	(12)	(12)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	172	18	190
Autres charges (produits) sans contrepartie de trésorerie ⁽⁵⁾	11	7	18
AUTRES INDICATEURS			
EBITDA	456	77	533
EXCÉDENT (ENDETTEMENT) FINANCIER NET⁽⁶⁾	3 131	141	3 272
CASH FLOWS LIBRES	113	41	154

(1) Y compris les contrats de location financement.

(2) Fournisseurs, avances, provisions courantes, etc.

(3) Nets de subventions d'investissement obtenues.

(4) Nets de trésorerie acquise et nets de dettes sur acquisitions.

(5) Dotations nettes aux dépréciations/provisions non courantes (actifs et passifs).

(6) Contribution de niveau secteur.

16.2. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2014

31/12/2014	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
Chiffre d'affaires total	10 110	1 789	11 899
Chiffre d'affaires intersecteurs	(61)	(112)	(173)
CHIFFRE D'AFFAIRES SUR CLIENTS EXTERNES	10 049	1 677	11 726
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	310	25	335
Autres produits et charges opérationnels	–	–	–
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	310	25	335
Produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net	17	(2)	15
Autres produits et charges financiers	18	3	21
Impôt	(115)	(9)	(124)
QP du résultat net des coentreprises et entités associées	(9)	15	6
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	221	32	253
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	–	–	–
RÉSULTAT NET	221	32	253
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	221	33	254
BILAN			
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	642	42	684
Immobilisations incorporelles	30	21	51
Goodwill	239	289	528
Coentreprises et entités associées	75	–	75
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	93	15	108
Actif d'impôt (exigible)	38	17	55
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 780	128	3 908
Autres actifs sectoriels	3 652	745	4 397
Actifs non affectés	–	–	–
TOTAL ACTIF	–	–	9 806
Dettes financières non courantes	513	26	539
Provisions non courantes	782	80	862
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	29	–	29
Impôts courants	60	5	65
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	439	20	459
Autres passifs sectoriels ⁽²⁾	6 094	917	7 011
Passifs non affectés	–	–	841
TOTAL PASSIF	–	–	9 806
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE			
Capacité d'autofinancement	443	37	480
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾	(217)	(23)	(240)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)	–	(1)
Prix d'acquisition des activités consolidées ⁽⁴⁾	–	(55)	(55)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	165	16	181
Autres charges (produits) sans contrepartie de trésorerie ⁽⁵⁾	(31)	(8)	(39)
AUTRES INDICATEURS			
EBITDA	585	44	629
EXCÉDENT (ENDETTEMENT) FINANCIER NET⁽⁶⁾	2 838	62	2 900
CASH FLOWS LIBRES	195	4	199

(1) Y compris les contrats de location financement.

(2) Fournisseurs, avances, provisions courantes, etc.

(3) Nets de subventions d'investissement obtenues.

(4) Nets de trésorerie acquise et nets de dettes sur acquisitions.

(5) Dotations nettes aux dépréciations/provisions non courantes (actifs et passifs).

(6) Contribution de niveau secteur.

16.3. Analyse sectorielle par zone géographique

31/12/2015	France et départements d'outre-mer	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
COMPTE DE RÉSULTAT								
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 689	1 745	955	780	1 817	869	120	11 975
BILAN								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	394	23	33	82	187	18	6	743
Immobilisations incorporelles	40	6	–	–	–	–	–	46
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE								
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(76)	(5)	(12)	(21)	(128)	(5)	(5)	(252)
Acquisitions de titres non consolidés et autres titres immobilisés	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)
Acquisitions de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	–	–	–	–	–	(12)	–	(12)

(1) Y compris les contrats de location financement.

31/12/2014	France et départements d'outre-mer	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
COMPTE DE RÉSULTAT								
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 959	1 635	864	825	1 694	563	186	11 726
BILAN								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	385	25	29	106	119	18	2	684
Immobilisations incorporelles	44	6	–	–	–	1	–	51
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE								
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(81)	(6)	(7)	(43)	(94)	(8)	(1)	(240)
Acquisitions de titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)	–	–	–	–	–	–	(1)
Acquisitions de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	–	–	–	–	–	(55)	–	(55)

(1) Y compris les contrats de location financement.

Note 17. Instruments financiers

Les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2015, de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

17.1. Couverture du risque de taux et du risque de change

17.1.1. Analyse par activité

(en millions d'euros)	BTP	Énergies et Services	Total 31/12/2015	Total 31/12/2014
Achats à terme	443	84	527	572
Ventes à terme	276	25	301	243
Swaps de change	5	–	5	17
Swaps de taux ⁽¹⁾	3	–	3	3
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	1	–	1	8
TOTAL	728	109	837	843

(1) Dont taux payé : taux fixe 0,77 %.

17.1.2. Analyse par échéance et par devise d'origine

(en millions d'euros)	Date d'échéance			Total	Devise d'origine							
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans		EUR	CHF	GBP	USD	CNY	HRK	HKD	Autres
Achats à terme	471	56	–	527	345	11	2	63	34	30	6	36
Ventes à terme	227	74	–	301	33	2	16	174	–	–	47	29
Swaps de change	5	–	–	5	–	–	–	–	–	–	–	5
Swaps de taux	–	3	–	3	3	–	–	–	–	–	–	–
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	1	–	–	1	1	–	–	–	–	–	–	–
TOTAL	704	133	–	837	382	13	18	237	34	30	53	70

17.2. Valeur de marché des instruments de couverture

Dérivés à l'actif (en millions d'euros)	Devise d'origine					Total	Couv. de JV	Couv. flux de trésor.	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	USD	GBP	CHF	Autres				
Achats à terme	1	3	–	–	1	5	–	5	–
Ventes à terme	5	–	–	–	–	5	–	5	–
Swap de change	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Swap de taux	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	–	–	–	–	–	–
TOTAL À L'ACTIF	6	3	–	–	1	10	–	10	–

Dérivés au passif (en millions d'euros)	Devise d'origine					Total	Couv. de JV	Couv. flux de trésor.	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	USD	GBP	CHF	Autres				
Achats à terme	(24)	-	-	-	(3)	(27)	(5)	(22)	-
Ventes à terme	-	(16)	-	-	(6)	(22)	(4)	(18)	-
Swap de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swap de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL AU PASSIF	(24)	(16)	-	-	(9)	(49)	(9)	(40)	-
TOTAL AU ACTIF/PASSIF	(18)	(13)	-	-	(8)	(39)	(9)	(30)	-

En cas de translation de la courbe des taux de + 1,00 % (et respectivement - 1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à - **38,2** millions d'euros (et respectivement - **38,4** millions d'euros).

En cas d'évolution défavorable de 1 % de l'euro par rapport à chacune des autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à - **43,4** millions d'euros.

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

Note 18. Engagements hors bilan au 31 décembre 2015

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers et les contrats de location.

18.1. Engagements de garantie

	31/12/2015	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	5	-	1	4
Avais, cautions et garanties données ⁽¹⁾	50	4	46	-
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	55	4	47	4
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	-	-	-	-
Avais, cautions et garanties reçues	-	-	-	-
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	-	-	-	-

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors-bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.2. Engagements contractuels divers

	31/12/2015	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS DONNÉS	-	-	-	-
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS REÇUS	-	-	-	-

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.3. Contrats de location simple

	31/12/2015	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Locations simples (données/reçues)	41	8	26	7

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels, etc.).

18.4. Contrats de locations-financement (déjà comptabilisés au bilan)

	31/12/2015	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Locations-financement	3	1	2	-

Note 18. Engagements hors bilan au 31 décembre 2014

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers et les contrats de location.

18.5. Engagements de garantie

	31/12/2014	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	5	-	4	1
Avals, cautions et garanties données ⁽¹⁾	79	23	51	5
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	84	23	55	6
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	-	-	-	-
Avals, cautions et garanties reçues	-	-	-	-
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	-	-	-	-

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors-bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.6. Engagements contractuels divers

	31/12/2014	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS DONNÉS	-	-	-	-
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS REÇUS	-	-	-	-

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.7. Contrats de location simple

	31/12/2014	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Locations simples (données/reçues)	48	9	27	12

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels, etc.).

18.8. Contrats de location-financement (déjà comptabilisés au bilan)

	31/12/2014	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Location financement	3	–	3	–

Note 19. Engagements envers le personnel

19.1. Engagements envers le personnel

	31/12/2014	Flux 2015	31/12/2015
Indemnités de fin de carrière	163	–	163
Médailles du travail	33	(3)	30
Autres avantages post-emploi (pensions)	2	–	2
TOTAL	198	(3)	195

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en Passif non courant.

19.2. Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) hors médailles du travail

19.2.1. Régimes à cotisations définies

	2015	2014
MONTANTS COMPTABILISÉS EN CHARGES	191	197

Les cotisations définies indiquées ci-dessus sont celles versées aux caisses de retraites (régimes obligatoires et complémentaires).

19.2.2. Régimes à prestations définies (engagements en matière de retraite)

a. Charges nettes comptabilisées dans le compte de résultat (charges opérationnelles)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2015	2014	2015	2014
Coûts des services rendus	(9)	(4)	1	1
Charges d'intérêt sur l'obligation	3	5	1	1
Rendement attendu des actifs du régime	–	–	(1)	(1)
Écarts actuariels nets comptabilisés	–	–	(1)	(1)
CHARGES NETTES COMPTABILISÉES AU COMPTE DE RÉSULTAT	(6)	1	0	0
Rendement réel des actifs du régime	–	–	–	–

b. Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Valeur actualisée des obligations	164	164	26	24
Juste valeur des actifs du régime	–	–	(24)	(22)
Écarts actuariels nets non comptabilisés	(1)	(1)	–	–
PASSIFS NETS COMPTABILISÉS	163	163	2	2

c. Variations des éléments du bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2015	2014	2015	2014
AU 1^{ER} JANVIER	163	148	2	1
Charges comptabilisées	(6)	1	–	–
Variations de périmètre	–	–	–	–
Autres opérations, changements de méthode et divers	–	–	–	–
Écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres	6	14	–	1
AU 31 DÉCEMBRE	163	163	2	2

d. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	31/12/2015	31/12/2014
TAUX D'ACTUALISATION		
Indemnités de fin de carrière ⁽¹⁾	2,09 % (ibox € corporate A10+)	2,01 % (ibox € corporate A10+)
Pensions	4,0 %	3,6 %
TABLE DE SURVIE	INSEE	INSEE
AUGMENTATION FUTURE DES SALAIRES		
Indemnités de fin de carrière	1,3 à 2,5 %	1,4 à 2,7 %
Pensions	3,5 %	3,4 %

(1) Une baisse de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une augmentation des engagements de 9 millions d'euros au 31 décembre 2015. Selon les principes comptables Groupe, ces écarts actuariels auraient été comptabilisés directement en capitaux propres.

Note 20. Informations sur les parties liées

20.1. Informations sur les parties liées

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Parties liées en amont	(192)	(164)	214	306	3 604 ⁽¹⁾	3 234	911	834
Activités conjointes	(43)	(42)	199	151	265	238	205	146
Coentreprises et entités associées	(4)	(1)	25	95	18	33	4	4
Autres parties liées	(6)	(6)	29	29	60	44	57	43
TOTAL	(245)	(213)	467	581	3 947	3 549	1 177	1 027
Échéances < 1 an					3 913	3 521	771	547
Échéances > 1 an < 5 ans					19	17	406	480
Échéances > 5 ans					15	11		
Dont pertes définitives sur créances irrécouvrables					–	–		
Dont dépréciation de créances					74	106		

(1) dont Bouygues Relais 2 298 ; Uniservice 1 234.

Les engagements hors bilan présentés en Note 18 de la présente annexe incluent les engagements envers les parties liées pour 46 millions d'euros.

20.2. Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction

- La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du Comité de direction générale présents au 31 décembre 2015.
- Les rémunérations directes s'élèvent à 13 467 milliers d'euros dont 8 257 milliers d'euros de rémunération de base et 5 210 milliers d'euros de rémunération variable payée en 2016 et liée aux performances réalisées en 2015.
- Avantages à court terme : néant.
- Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du Comité de direction générale du Groupe bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2015 au fonds d'actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 459 milliers d'euros.
- Avantages à long terme : néant.
- Indemnités de fin de contrat : concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 2 841 milliers d'euros à fin 2015.
- Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 28 mai 2015 (stock-options) est de 277 400 au cours de levée de 37,106 euros. La date minimale d'exercice est le 29 mai 2017.

Note 21. Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie

21.1. Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou cédées

Présentation nette par secteur des flux de trésorerie résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées.

	BTP	Énergies et Services	Total Groupe 2015
Immobilisations corporelles	–	(2)	(2)
Immobilisations incorporelles	–	–	–
Goodwill	–	(12)	(12)
Actifs financiers non courants	(30)	–	(30)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	–	(1)	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	(2)	(2)
Impact en capitaux	–	–	–
Dettes financières non courantes et courantes	–	3	3
Provisions non courantes	–	4	4
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	–	–	–
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	–	–	–
Besoin en fonds de roulement	–	(4)	(4)
COÛT DE CESSION (ACQUISITION) TOTAL	(30)	(14)	(44)
Plus value sur cession de titres consolidés	87	–	87
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	–	–	–
Trésorerie cédée ou acquise	–	2	2
FLUX DE TRÉSORERIE RÉSULTANT DES CESSIONS OU ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES	57	(12)	45

	BTP	Énergies et Services	Total Groupe 2014
Immobilisations corporelles	–	(8)	(8)
Immobilisations incorporelles	–	(3)	(3)
Goodwill	–	(34)	(34)
Actifs financiers non courants	–	(1)	(1)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	–	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	(32)	(32)
Impact en capitaux	–	–	–
Dettes financières non courantes et courantes	–	19	19
Provisions non courantes	–	–	–
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	–	1	1
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	–	–	–
Besoin en fonds de roulement	–	(34)	(34)
COÛT DE CESSION (ACQUISITION) TOTAL	–	(92)	(92)
Plus value sur cession de titres consolidés	–	–	–
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	–	5	5
Trésorerie cédée ou acquise	–	32	32
FLUX DE TRÉSORERIE RÉSULTANT DES CESSIONS OU ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES	–	(55)	(55)

Note 22. Actifs ou activités détenus en vue de la vente

35 M€

Cession des 10 % du capital d'Alis et des prêts d'actionnaires à échéance prévue en juin 2016 pour un montant de 35 millions d'euros. Pour plus de détails sur cette opération se reporter à la Note 1 au paragraphe « Faits marquants de l'exercice ».

Note 23. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Construction et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31 décembre 2015.

Missions	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux			Total charge	
	12/2015	%	12/2014	12/2015	%	12/2014	12/2015	%	12/2014	12/2015	12/2014
A - AUDIT											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 237	98 %	2 537	3 650	97 %	3 897	272	55 %	296	6 159	6 730
Missions accessoires	30	1 %	6	48	1 %	1	223	45 %	321	301	328
SOUS-TOTAL 1	2 267	99 %	2 543	3 698	98 %	3 898	495	99 %	617	6 460	7 058
B - AUTRES PRESTATIONS											
Juridique, fiscal, social	15	1 %	15	65	2 %	66	(1)	0 %	92	79	173
Autres	–	–	–	–	–	–	5	1 %	202	5	202
SOUS-TOTAL 2	15	1 %	15	65	2 %	66	4	1 %	294	84	375
TOTAL CHARGE D'HONORAIRES	2 282	100 %	2 558	3 763	100 %	3 964	499	100 %	911	6 544	7 433

Note 24. Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2015

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			12/2015	12/2014	12/2015	12/2014
INTÉGRATION GLOBALE						
1 - BOUYGUES CONSTRUCTION						
Bouygues Construction SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Bouygues Construction Relais SNC	Guyancourt	France	99,50 %	99,50 %	99,50 %	99,50 %
Challenger Investissement SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Challenger SNC	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Distrimo SNC	Cléon	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Matériel SNC	Tourville-La-Rivière	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
Gie Bouygues Construction Purchasing	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Structis SNC	Guyancourt	France	98,98 %	98,98 %	99,00 %	99,00 %
Bouygues Construction Middle East	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Bypar Sarl	Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Structis Maroc	Casablanca	Maroc	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
2 - BOUYGUES BÂTIMENT ILE-DE-FRANCE						
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Bati Renov SA	Orly	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %
Bouygues Bâtiment Ile-de-France PPP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Brézillon SA	Margny-Lès-Compiègne	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %
Élan Sarl	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Sodéarif SA	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Cogemex SAS	Ivry-sur-Seine	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
3 - FILIALES ENTREPRISES FRANCE-EUROPE						
France						
Cirmad Centre Sud-Ouest SNC	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Cirmad Nord-Est SNC	Nancy	France	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
Cirmad Grand Sud SNC	Colombier Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Cirmad Nord SNC	Villeneuve d'Ascq	France	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100,00 %
Cirmad Prospectives SNC	Rouen	France	100,00 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest (Ex DV Construction)	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Sud-Est (Ex GFC Construction)	Colombier Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Grand Ouest (Ex Quille Construction)	Nantes	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Norpac SA	Villeneuve d'Ascq	France	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Nord-Est (Ex Pertuy Construction)	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Quille SA	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Richelmi SA	Monaco	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Acieroid SA	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Belgium	Bruxelles	Belgique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Colt España	L'Hospitalet de Llobregat	Espagne	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Losinger Holding AG	Lucerne	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Losinger Marazzi AG	Köniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			12/2015	12/2014	12/2015	12/2014
4 - BOUYGUES BÂTIMENT INTERNATIONAL						
Bouygues Bâtiment International SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Kohler Investment	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Americaribe Inc.	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Americaribe Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Guinée équatoriale SA	Malabo	Guinée équatoriale	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %
Bouygues Bâtiment Trinidad & Tobago	Port d'Espagne	Trinité et Tobago	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construção Brasil	Sao Paulo	Brésil	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	86,37 %	86,37 %	86,37 %	86,37 %
Bouygues Construction Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcciones Perú	Lima	Pérou	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai Ltd	Nonthaburi	Thaïlande	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bouygues UK Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Building Canada	Vancouver	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai/Vsl Australia Ltd	Bangkok	Thaïlande	92,32 %	92,28 %	99,97 %	99,97 %
Bymaró	Casablanca	Maroc	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Byme Singapore Private Company Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme Usa Inc.	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bysolar Asia Ltd	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages et Travaux Publics Singapore PTE Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages Engineering and Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Karmar SA	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Leadbitter Bouygues Holding Limited et ses filiales	Abingdon	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Setao	Abidjan	Côte d'Ivoire	78,61 %	78,61 %	78,61 %	78,61 %
Thomas Vale Group	Worcestershire	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tower Hamlets LEP Ltd	Londres	Royaume-Uni	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VCES Holding SRO et ses filiales	Prague	République tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Westminster Local Education Partnership Ltd	Londres	Royaume-Uni	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Bypolska Property Development	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
5 - AUTRES FILIALES BOUYGUES BÂTIMENT INTERNATIONAL						
Étranger						
Asiaworld Expo Management Ltd	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme Engineering Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Dragages et Travaux Publics (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages - Bouygues TP MTRC SCL 1128	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
IEC Investments Ltd	Hong Kong	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Dragages Construction Macau Ltd	Macau	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
6 - BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS						
Bouygues TP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Bouygues Construction Services Nucléaires	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics Régions France SA	Labège	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Novi SAS	Limonest	France	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			12/2015	12/2014	12/2015	12/2014
Étranger						
Bouygues Construction Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works	Johannesburg	Afrique du Sud	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works Florida	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Prader Losinger SA	Sion	Suisse	99,67 %	99,67 %	99,67 %	99,67 %
Société de Construction du Pont Riviera Marcory	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
7 - VSL						
VSL International Ltd	Köniz	Suisse	100,00 %	99,90 %	100,00 %	99,90 %
Étranger						
Bouygues Construction India Building Project	Mumbai	Inde	100,00 %	0,00 %	100,00 %	0,00 %
VSL Construction Systems	Barcelone	Espagne	99,75 %	99,65 %	99,75 %	99,75 %
VSL Civil Works Ltd	Subingen	Suisse	100,00 %	0,00 %	100,00 %	0,00 %
Intrafor Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Engineering (China)	Hefei	Chine	60,00 %	59,94 %	60,00 %	60,00 %
VSL Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Annahutte System AG	Rapperswil-Jona	Suisse	70,00 %	69,84 %	70,00 %	70,00 %
VSL Brasil Recuperação Construção LTDA	Sao Paulo	Brésil	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Canada	Toronto	Canada	100,00 %	0,00 %	100,00 %	0,00 %
VSL Hong Kong	Hong Kong	Chine	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL India	Chennai	Inde	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Indonesia	Jakarta	Indonésie	67,00 %	66,93 %	67,00 %	67,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East LLC	Dubaï	Émirats Arabes Unis	80,00 %	79,92 %	80,00 %	80,00 %
VSL Middle East Qatar	Doha	Qatar	78,40 %	78,32 %	98,00 %	98,00 %
VSL Philippines	Mandaluyong	Philippines	80,00 %	0,00 %	80,00 %	0,00 %
VSL Polska	Varsovie	Pologne	100,00 %	99,90 %	100,00 %	99,90 %
VSL Portugal	Paco de Arcos	Portugal	99,33 %	91,08 %	99,33 %	91,17 %
VSL Singapour	Singapour	Singapour	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Suisse	Subingen	Suisse	99,88 %	99,78 %	99,88 %	99,88 %
VSL Systems (Brunei)	Darussalam	Brunei	60,00 %	59,94 %	60,00 %	60,00 %
VSL Systems Manufacturer (Spain)	Barcelone	Espagne	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Taiwan	Taipei	Taiwan	0,00 %	99,90 %	0,00 %	100,00 %
VSL Tchequéc	Prague	République tchèque	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
VSL Thailand	Bangkok	Thaïlande	82,15 %	82,10 %	88,00 %	88,00 %
VSL Vietnam Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00 %	99,90 %	100,00 %	100,00 %
8 - DTP						
DTP SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Europe Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Goukoto Mining Services	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mining and Rehandling Services (Mars)	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tongonaise des Mines	Korhogo	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Kibali Minig Services (Kms) SPRL	Watsa Province Orientale	Rép. Démocratique Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
9 - BOUYGUES ENERGIES & SERVICES						
Bouygues Energies & Services SAS	Montigny-Le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			12/2015	12/2014	12/2015	12/2014
France						
Axione	Malakoff	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Fondations	Montigny-Le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM France	Montigny-Le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Industrie et Logistique	Montigny-Le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S SPV Management	Montigny-Le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Maintenance Industrielle	Feysin	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Marc Favre SAS	Valleiry	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Thiais Lumière SAS	Montigny-Le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Bouygues E&S Technics Schweiz (Ex Balestra Galiotto TCC)	Grand-Lancy	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Barking & Dagenham Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Barnet Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Home Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Lewisham Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mid Essex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
North Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Central Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Infrastructure UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Congo	Brazzaville	Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Contracting UK	East Kilbride	Écosse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Côte d'Ivoire	Abidjan	Côte d'Ivoire	90,17 %	90,17 %	90,17 %	90,17 %
Bouygues E&S FM Canada	Vancouver BC	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europland Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Gastier et ses filiales	Montréal	Canada	85,00 %	0,00 %	85,00 %	0,00 %
GIE Lumen	Libreville	Gabon	63,31 %	63,31 %	75,00 %	75,00 %
ICEL Maidstone Ltd et ses filiales	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Fm Schweiz (Ex Mibag Property Facility Management)	Zurich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mibag Property Managers AG	Zug	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mindful Experience Inc.	Toronto	Canada	43,35 %	85,00 %	51,00 %	85,00 %
Peterborough Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Plan Group Inc. et ses filiales	Toronto	Canada	85,00 %	85,00 %	85,00 %	85,00 %
Bouygues E&S Gabon	Libreville	Gabon	84,42 %	84,42 %	84,42 %	84,42 %
West Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ACTIVITÉS CONJOINTES						
1 - BOUYGUES BÂTIMENT ILE-DE-FRANCE						
Chrysalis Développement SAS	Paris	France	65,00 %	65,00 %	65,00 %	65,00 %
2 - FILIALES ENTREPRISES FRANCE-EUROPE						
3 - BOUYGUES BÂTIMENT INTERNATIONAL						
Byma PTE	Singapour	Singapour	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Byma Myanmar Ltd	Rangoun	Myanmar	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
4 - BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS						
Bombela Civils JV Ltd	Johannesburg	Afrique du Sud	45,00 %	45,00 %	45,00 %	45,00 %
Société pour la réalisation du Port de Tanger Méditerranée	Tanger	Maroc	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
TMBYS SAS	Guyancourt	France	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			12/2015	12/2014	12/2015	12/2014
Oc'via Maintenance SAS	Guyancourt	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE Oc'via Construction	Nîmes	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE L2 Construction	Marseille	France	56,50 %	56,50 %	56,50 %	56,50 %
GIE Constructeurs CSO Vichy	Lyon	France	66,00 %	66,00 %	66,00 %	66,00 %
GIE Prefa Réunion	Le Port	France	33,00 %	0,00 %	33,00 %	0,00 %
GIE Viaduc du Littoral	Le Port	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
5 - DTP						
Kas 1 Limited	Saint Helier	Jersey	49,90 %	49,90 %	49,90 %	49,90 %
6 - BOUYGUES ENERGIES & SERVICES						
Themis FM SAS	Versailles	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Evesa SAS	Paris	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
Plessentiel GIE	Guyancourt	France	28,50 %	28,50 %	28,50 %	28,50 %
Plessentiel SAS	Guyancourt	France	28,50 %	28,50 %	28,50 %	28,50 %
COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES						
1 - BOUYGUES CONSTRUCTION						
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	France	33,33 %	33,33 %	33,33 %	33,33 %
2 - FILIALES ENTREPRISES FRANCE-EUROPE						
Europerfil	L'Hospitalet de Llobregat	Espagne	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
3 - BOUYGUES BÂTIMENT INTERNATIONAL						
Anfab21 SAS	Casablanca	Maroc	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
Bouygues Construction Qatar LLC	Doha	Qatar	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Hermes Airports Ltd	Nicosie	Chypre	22,00 %	22,00 %	22,00 %	22,00 %
Zaic A Limited	Leeds	Royaume-Uni	20,77 %	20,77 %	20,77 %	20,77 %
Bedford Riverside Regeneration	Bedford	Royaume-Uni	50,00 %	0,00 %	50,00 %	0,00 %
4 - BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS						
Adelac SAS	Archamps	France	39,20 %	39,20 %	39,20 %	39,20 %
Autoroute de liaison Seine-Sarthe SA (Alis)	Bourg-Achard	France	0,00 %	33,17 %	0,00 %	33,17 %
Bina Fincom	Zagreb	Croatie	45,00 %	45,00 %	45,00 %	45,00 %
Bombela TKC JV PTY Ltd	Johannesburg	Afrique du Sud	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
Transjamaican Highway Limited	Kingston	Jamaïque	48,89 %	48,89 %	48,89 %	48,89 %
Warnowquerung	Rostock	Allemagne	30,00 %	30,00 %	30,00 %	30,00 %
Société concessionnaire du Pont Riviera Marcory	Abidjan	Côte d'Ivoire	0,00 %	48,58 %	0,00 %	49,00 %
5 - VSL						
GPN2	Rueil Malmaison	France	48,00 %	0,00 %	48,00 %	0,00 %
VSL Corée	Seoul	Corée du Sud	31,82 %	31,79 %	31,82 %	31,82 %
VSL Japon	Tokyo	Japon	25,00 %	24,98 %	25,00 %	25,00 %
VSL Sistemas Especiales de Construcción	Santiago	Chili	50,00 %	49,95 %	50,00 %	50,00 %
6 - BOUYGUES ENERGIES & SERVICES						
Abakus BYES Solar UK	Hatfield	Royaume-Uni	51,00 %	51,00 %	51,00 %	51,00 %
Betron	Ottawa	Canada	42,50 %	42,50 %	50,00 %	50,00 %

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bouygues Construction, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les provisions courantes et non courantes figurant au bilan ont été évaluées conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans la Note 2.2.2 de l'annexe aux comptes consolidés. Au regard des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions est fondée en particulier sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques.
- Comme indiqué dans la Note 2.2.3 de l'annexe aux comptes consolidés, le Groupe comptabilise les contrats de construction selon la méthode à l'avancement, consistant à fonder les résultats à l'avancement sur des estimations des résultats à terminaison. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations des résultats à l'avancement qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 16 mars 2016

Les commissaires aux comptes

Mazars

Olivier Thireau
Guillaume Potel

Ernst & Young Audit

Laurent Vitse

Comptes individuels

Bilan Bouygues Construction SA au 31 décembre 2015

Actif (en millions d'euros)	31/12/2015			31/12/2014
	Brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	77	56	22	27
Immobilisations corporelles	26	14	12	13
Immobilisations financières :				
Participations	666	20	646	643
Autres	432	0	432	408
Sous-total	1 098	20	1 078	1 051
ACTIF IMMOBILISÉ	1 201	90	1 111	1 091
Stocks et En-cours	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	20	0	20	20
Autres créances	314	7	307	276
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	2 317	0	2 317	2 133
ACTIF CIRCULANT	2 650	7	2 643	2 429
Comptes de régularisation et assimilés	103	0	103	54
TOTAL ACTIF	3 955	97	3 858	3 574

Passif (en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Capital social	128	128
Primes	15	15
Écart de réévaluation	0	0
Réserves	13	13
Report à nouveau	236	233
Résultat de l'exercice	249	257
CAPITAUX PROPRES	640	645
PROVISIONS	48	45
DETTES FINANCIÈRES	556	540
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25	30
Autres dettes non-financières	68	57
DETTES NON FINANCIÈRES	92	87
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	2 441	2 215
Comptes de régularisation et assimilés	81	42
TOTAL PASSIF	3 858	3 574

Compte de résultat Bouygues Construction SA au 31 décembre 2015

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
CHIFFRE D'AFFAIRES	174	170
Autres produits d'exploitation	2	3
Achats et variations de stocks	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	(3)	(5)
Charges de personnel	(61)	(56)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(105)	(105)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions	(8)	(10)
QP de résultats sur opérations faites en commun	1	1
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(0)	(3)
Produits et Charges financiers	251	264
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔTS)	250	261
Produits et charges exceptionnels	0	(0)
Impôts sur les bénéfices	(2)	(4)
RÉSULTAT NET	249	257

Tableau de financement en flux de trésorerie Bouygues Construction SA au 31 décembre 2015

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
A - OPÉRATIONS LIÉES A L'ACTIVITÉ		
Capacité d'autofinancement :		
Résultat de l'exercice	249	257
Dotations aux amortissements	9	9
Dotations et reprises de dépréciations et de provisions ⁽¹⁾	7	11
Plus-values nettes sur cessions d'actif et divers ⁽²⁾	(0)	0
Sous-total	265	277
Variation du Besoin en Fonds de Roulement :		
Actif circulant et comptes de régularisation	(80)	(71)
Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	44	(8)
TRÉSORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITÉ	229	198
B - OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des actifs immobilisés :		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3)	(7)
Acquisitions de participations financières	(6)	0
Sous-total	(10)	(7)
Cessions des actifs immobilisés :		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Cessions de participations financières	0	0
Immobilisations financières diverses nettes	(24)	(77)
Dettes nettes sur immobilisations	(0)	0
TRÉSORERIE AFFECTÉE AUX INVESTISSEMENTS	(34)	(84)
C - OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation des capitaux propres	0	0
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(253)	(276)
Dettes financières nettes	16	93
TRÉSORERIE RÉSULTANT DU FINANCEMENT	(237)	(184)
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE (A + B + C)	(42)	(71)
Trésorerie nette au 1 ^{er} janvier ⁽³⁾	(82)	(11)
Flux nets de l'exercice hors incidence des virements de rubriques	(42)	(71)
Incidence des virements de rubriques		
Trésorerie nette à la clôture ⁽³⁾	(124)	(82)

(1) Hors dépréciations sur actifs circulants.

(2) Net d'impôt société.

(3) Disponibilités + VMP - Concours bancaires courants.

Bouygues Construction SA au 31 décembre 2015

(en millions d'euros)	Capital social ⁽¹⁾	Autres capitaux propres ^{(1) (4)}	% détenu	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus
RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR LES FILIALES (+ 50 %)					
FILIALES FRANÇAISES					
DTP	10	7	100,00	24	24
Bouygues Bâtiment International	25	41	89,32	75	75
Bouygues Bâtiment Ile-de-France	13	14	99,70	103	103
Bouygues Travaux Publics	38	22	98,07	93	93
Bouygues Energie & Services ⁽³⁾	51	88	100,00	158	158
Quille	15	17	100,00	43	43
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	12	100,00	35	35
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	8	100,00	11	11
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	20	100,00	6	6
Fichallenge	2	(5)	100,00	2	1
Challenger	0	–	99,99	15	15
TOTAL				566	566
FILIALES ÉTRANGÈRES					
VSL International (Suisse)	2	0	100,00	32	32
Losinger Holding (Suisse)	15	9	99,96	22	22
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	120	100,00	6	6
Acieroid	5	0	93,81	7	7
TOTAL				68	68
RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR LES PARTICIPATIONS (10 À 50 %)					
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
TOTAL				–	–
RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS					
FILIALES FRANÇAISES				2	1
FILIALES ÉTRANGÈRES				0	0
Participations dans les sociétés françaises				30	11
Participations dans les sociétés étrangères				0	0
TOTAL GÉNÉRAL				666	646

(1) Dans la monnaie locale d'opération, en millions.

(2) Parité monétaire (taux au 31 décembre 2015).

(3) Réserves et résultats consolidés hors part des tiers et CA consolidé du Groupe.

(4) Hors résultat de l'exercice.

(5) Clotures différentes du 31 décembre.

Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
27	5	268	(5)	1	
59	5	469	36	46	
0	3	1 796	(1)	15	
–	15	624	116	64	
28	31	2 216	32	27	
–	–	4	35	18	
0	3	340	11	27	
0	15	300	10	9	
–	4	405	12	11	
–	–	–	(0)	–	
–	–	18	1	–	
115	80				
67	–	19	(22)	–	1 CHF = 0.92293 € ⁽²⁾
–	–	–	47	37	1 CHF = 0.92293 € ⁽²⁾
140	–	180	(16)	–	1 HKD = 0.11852 € ⁽²⁾
–	–	47	(2)	–	
207	–				
–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	
8	–			2	
1	–			0	
0	–			–	
1	–			–	
331	80				

Direction de la Communication de Bouygues Construction.

Conception et réalisation : agence **ansthophane**

Crédit photographique : Francois Deguent (couverture)

Mars 2016. Disponible en français ou en anglais, le Rapport financier 2015 peut être obtenu sur demande au +33 (0)1 30 60 20 69 ou téléchargé sur www.bouygues-construction.com

Impression : imprimé par Les Ateliers Réunis sur papier FSC



Bouygues Construction
1, avenue Eugène Freyssinet Guyancourt
78065 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex
Tél. : +33 (0)1 30 60 33 00

www.bouygues-construction.com • blog.bouygues-construction.com
twitter.com/bouygues_c • youtube.com/bouyguesconstruction

